NUMERO 639 PRIX : 7 F FEVRIER 1978

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

AU PETIT BONHEUR DES URNES

LE BON CHOIX

Le bon choix, nous l'avons fait ici depuis longtemps. Nous n'avons pas besoin d'un président de la république pour nous l'indiquer. Nous avons choisi, en toutes circonstances, d'être au service de la classe ouvrière et de travailler, avec d'autres qui nous sont connus ou que nous ne connaissons pas, pour son bien-être et sa liberté. Nous croyons que c'est encore le meilleur moyen de travailler au bien-être et à la liberté de tous.

Mais nous ne pouvons pas être en dehors de la société des hommes telle qu'on nous l'a faite et tels qu'ils sont. Nous sommes sûrs que, jusqu'à l'avril, et dans ce pays, petit fragment de l'humanité, nous n'entendrons plus parler d'autre chose que des élections, où, comme on voudrait nous en convaincre, va se jouer notre sort, par contagion celui de l'Europe et, pourquoi pas ? celui du monde.

Nous ne feindrons pas l'indifférence. Personne ne nous croirait. Il se joue ici une partie politique dont l'enjeu, quand on considère ses à-côtés et ses répercussions immédiates et plus lointaines, est d'une grande importance pour tout le monde, pour la classe ouvrière donc, pour nous par conséquent. Notre seul avantage, dans cette fièvre, c'est que nous sommes de sang-froid. Nous examinons du haut de notre colline (nous n'en faisons pas une montagne) cette agitation qui remue la classe politique professionnelle. Elle nous intéresse parce qu'il faudra bien que nous quittions notre observatoire et que, comme tous les autres citoyens, nous redescendions dans la vallée commune où il y a le travail, et le salaire, et les transports, et le loyer, et les impôts, et la sécurité sociale... et la vie quotidienne, quoi.

Nous n'avons pas l'intention de dire ici comment il faut voter. Nos compagnons auraient tôt fait de nous rappeler à la bienséance. Chez nous d'ailleurs, il n'y en a pas un qui marche ensemble. Mais ce serait bien le diable si nous en trouvions un seul du côté du conservatisme bourgeois, dit libéral ; plus inconcevable encore d'en trouver un seul hurlant avec la meute chiraquienne. Personne chez nous ne saurait se tromper à ce point et nier ainsi les convictions que notre titre affirme et que notre longue bataille confirme. Cela étant bien établi, sans qu'il puisse y avoir l'ombre d'un doute, que feront alors nos camarades ?

Il y en a qui adhèrent à un parti ou à une autre organisation politique. Ce n'est pas nécessairement contradictoire avec le syndicalisme révolutionnaire. Ceux-là voteront avec leur parti. A l'autre extrémité de notre éventail, un vieux camarade nous a confié : « Il y a cinquante ans que je ne vote pas ; tu n'espères pas me faire sortir de moi-même et de chez moi ! ». Il prouvait d'ailleurs dans la discussion qui suivait que son abstention systématique n'était nullement inconscience et aveuglement volontaire.

Mais un autre nous a dit, et il a probablement éclairé le comportement de la plupart d'entre nous : « Moi, quand je vote, je ne vote pas pour, je vote contre ! ». Qu'on y réfléchisse bien, et l'on trouvera peut-être ici une directive, bien que nous ayons juré de n'en pas donner.

Cette directive, elle n'est pas si simple à appliquer de l'autre côté de la scène politique, celui où se trouvent les choristes quelque peu désaccordés qui sont aujourd'hui l'opposition et qui seront demain peut-être la nouvelle majorité. Mis à part le bon pharmacien de Villefranche-de-Rouergue, mis à part aussi les écologistes et les groupements d'extrême-gauche qui ont droit à leurs voix de sympathie et de solidarité, restent le parti socialiste et l'autre qui s'appelle le parti communiste français. Allez donc vous entendre avec ce dernier ! Il vous attend à tous les tournants qui sont nombreux ! Et il ne tient pas sa droite, pas plus que sa gauche !

Il entend distinguer lui-même, les bons et les méchants. Sa dernière pirouette (ce n'est peut-être pas la dernière) l'a conduit à retirer son candidat, avant le scrutin, au profit d'un candidat « gaulliste de gauche » ! ou P.S.U. Il dit que c'est pour mieux assurer « le pluralisme », pour que les gaullistes de gauche comme les autogestionnaires du P.S.U. aient leur représentation. Son cœur déborde. On sait comment il traitait hier le P.S.U. et la « billevesée » de l'autogestion. Il veut d'abord em...poisonner quelques candidats socialistes, ses « alliés ». A y regarder de plus près, son choix n'est pas aveugle : les bénéficiaires sont des adversaires de l'Europe dite « germano-américaine » et tout bien pesé feraient de bons compagnons du P.C.F. dans le domaine primordial de la politique extérieure. C'est le « bon choix » du P.C.F.

Faudra-t-il donc voter pour avoir finalement des ministres communistes ? Ce ne serait pas tellement une catastrophe. Nous en avons eu déjà. Ça ne vous amuserait pas d'avoir aujourd'hui un communiste comme ministre des armées et du service militaire ? Il augmenterait la solde des sous-officiers. Pourvu que le P.C.F. ne prenne pas le ministère de l'intérieur !

Quant au capitaine de l'équipe actuelle, le grand bourgeois distingué qui préside la république, le « bon choix » qu'il a offert au marais des hésitants n'est pas très nouveau non plus. Il leur a fait peur avec le programme commun dont il ne pourrait pas empêcher l'application.

La peur encore guide le choix, sinon le bon. L'orateur qui défend sa majorité flageolante aime les images qui frappent l'imagination des simples : ainsi, celle du nageur qui, contre la vague, est sur le point de toucher le rivage. Mais si ce rivage est pollué ? Autre image incertaine : celle de l'équipe de France qui, pour vaincre, ne doit pas se couper en deux. Ne lui est-il pas venu à l'esprit, avant de risquer cette analogie, que, pour conduire l'équipe de France de rugby à sa récente victoire, on avait d'abord changé le capitaine !

Chacun de nous fera ce qu'il voudra. Nos voix sont marginales. Elles peuvent avoir leur poids dans cette compétition très serrée. Nous savons bien que notre bonheur, notre bonheur individuel, comme la satisfaction de nos espoirs sociaux ne se trouveront pas au fond des urnes, que le choix ait été bon ou mauvais. Mais ce mois de mars peut être quand même le commencement d'une défaite de la domination du capital. Le grand patronat ne nous laisse rien ignorer de son bon choix. Cela peut nous déterminer. Tout nous restera ensuite à faire, avec tous les compagnons de la lutte de classe, en France et dans les autres pays, pour que « le bon choix » soit accompli, celui d'une société d'hommes libres, sachant se gouverner eux-mêmes.

PARMI NOS LETTRES

Une défense indignée de Claude Bourdet

par le Dr Fanny SCHAPIRA (Paris)

C'est avec surprise et même indignation que j'ai lu sous la plume de Roger Hagnauer (à propos de l'Europe germano-américaine) « Claude Bourdet... si longtemps compagnon de route des staliniens ». C'est une contre-vérité et une calomnie. Je suis, hélas, assez âgée pour avoir suivi l'action politique de Claude Bourdet depuis la guerre, et je témoigne (comme il est facile à quiconque de le vérifier) qu'il a toujours été antistalinien. Le premier « Combat » et l'ancien « Observateur » dirigés par lui étaient neutralistes, Bourdet s'est toujours élevé à la fois contre les staliniens et contre les alliés des Américains (un exemple parmi tant d'autres : il était à la fois contre Suez et contre Budapest ; il n'a pas attendu la mort de Staline pour dénoncer les procès et les goulags).

Pas à si bon compte

de Jean DUPERRAY (Saint-Etienne) :

Je voudrais reprendre et compléter une de mes phrases là où l'ont stoppée les ciseaux de la nécessité : « Il faut que le syndicalisme crée les organismes de défense et de contrôle ouvriers les mieux adaptés aux révolutions permanentes en cours : à celle, en premier lieu que la caste des dirigeants d'entreprises et cadres techniques (Maires du Palais du Capitalisme anonyme) paraît la plus apte à s'approprier grâce à sa possession, de par ses fonctions, d'aptitudes comparables à celles qui permirent au travers d'autres longues périodes historiques, en tant que capacités économiques, techniques et organisatrices, à la bourgeoisie, son adaptation aux nécessités de sa propre Révolution (grandes inventions, grandes découvertes, grandes expéditions) des villes libres du Moyen Age aux systèmes politiques démocratiques actuels. Car, loin qu'il ait laissé passer le temps de son adaptation à la Révolttion qu'il pourrait faire sienne, ne se pourrait-il que le prolétariat ne soit pas encore arrivé pour son compte à son rendez-vous de nouvelle classe dominante, avec l'Histoire, que lui ravirait par exemple, la nouvelle classe, celle des planificateurs ?

Mais, étant donnée, comme le dit notre ami Gallienne, dans ce que j'espère bien, notre recherche commune, l'importance de la question (et pourquoi en effet la laisserions-nous sans réponse ?) des rapports entre le planisme et la liberté (car c'est plutôt de cela qu'il s'agit) nous ne pouvons ni les uns, ni les autres, nous en tirer à si bon compte.

Je reprends, par exemple, les formules proposées. S'il est vrai qu'il existe entre les pays planifiés de l'Est une grande variété de libertés, il serait prodigieusement intéressant de préciser lesquelles. De nous demander aussi pourquoi, comme il est dit, dans les plus brutales répressions étatiques c'est justement la peur du prolétariat qui est déterminante. Pourquoi le pas qu'il suffirait au prolétariat de faire pour passer d'une planification étatique à une planification démocratique, il ne le fait jamais ? Pourquoi il est, plus probablement beaucoup plus facile dans un des pays planifiés de revendiquer une Eglise neuve, qu'une augmentation de salaire, un droit syndical, un journal libre, ou une réforme sociale ? Pourquoi, enfin, les pays à régime fasciste sur base économique capitaliste peuvent souvent, à la mort de leur dictateur, retrouver immédiatement les libertés publiques au moins élémentaires, alors que, dans les pays planifiés de l'Est les dictateurs se succèdent sans que la disparition d'aucun d'entre eux puisse permettre plus que les soulèvements, la libéralisation du régime donné ? La relative latitude d'indépendance entre le système économique et le système politique dans le cas du capitalisme peut-elle se retrouver dans le cas des planifications Etatique de l'Est ? Peut-on espérer une fois un communisme ou capitalisme d'Etat planifié assorti d'un régime démocratique, libéral, ou libertaire ? Nous pourrions nous demander aussi ce que peut être vraiment un planisme démocratique, alliant les nécessités techniques et économiques avec les libres choix discutés à la base ?

Si nous éludons de telles questions, nous nous contentons de faire joujou...

Il serait peut-être non moins intéressant de nous demander pourquoi un de nos anciens, le vieil économiste Robert Louzon, opposait, même dans ses esquisses purement théoriques de socialisme, à la notion de planification généralisée, le maintien de l'économie de marché et des mécanismes de libre entreprise et de concurrence, dans une planification de simple orientation, ces dispositions étant selon lui les seules garanties économiques de la séparation des pouvoirs, du maintien de l'indépendance du syndicalisme et des libertés.

Pourquoi ne jamais citer de tels témoins, et ne jamais remonter à nos sources ?

La vie a changé...

de B. GIAUFFRET (06), cette lettre à Charbit :

J'ai lu ton papier de la R.P. (de septembre). Tu as bien raison de rappeler le propos de Pouget ; il permet de mesurer ce que le capitalisme a dû céder de grignotage en grignotage.

En 1920, nous pouvions croire à la Révolution, à son utilité. Mais à voir ce qu'ont apporté les révolutions russe et chinoise, on peut se dire que les travailleurs, qu'ils soient en col blanc ou en bourgeron, sont tout de même mieux à l'Ouest qu'à l'Est. Marchais peut dire avec raison que les socialistes n'ont réalisé le socialisme nulle part. C'est vrai, mais les communistes non plus. Et par surcroît, ils sont bien obligés d'acheter — à crédit — les usines, clefs en main, que construit la libre entreprise.

Ce qui reste de vrai, c'est ce que le père Monatte avait appelé le « syndicalisme de pression ». Peser sur les pouvoirs pour arracher chaque jour un peu plus de bien-être et de liberté. Depuis trente ans ainsi la vie a changé et nous ne voulons pas le savoir. La Révolution marche avec les techniques et elle n'est pas toujours douce dans sa marche mais en quel point du globle le progrès se fait-il en douceur et sans écraser les faibles ?

Espérons, mon cher, que ce 78 ne nous amènera pas la conjonction de Marchais + Chirac pour nous réduire tous à l'impuissance.

Le « socialisme » fauteur de guerres

de CHARBIT (Toulouse), cette lettre à Guilloré :

La fin de l'éditorial (qui doit être de toi) m'a plu, quand tu écris à propos de la nouvelle guerre d'Indochine que « le capitalisme n'est pas le seul à porter la guerre dans ses flancs ». La formule de Jaurès : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », écrite à une époque où il n'y avait pas de gouvernement « socialiste » était juste. Ce qui ne l'est pas, c'est de la reprendre telle quelle aujourd'hui, car si l'on se donnait la peine de regarder en face la réalité, il y a longtemps que l'on aurait pu constater que la dernière guerre mondiale n'a été possible que par l'alliance Hitler-Staline et que toutes les guerres localisées que nous avons connues depuis ont été provoquées et alimentées par le grand Etat que nous avions accueilli avec enthousiasme à sa naissance et qui est pire que les Etats capitalistes en ce domaine comme en beaucoup d'autres.

Une idée à retenir et à appliquer

de Gaston BUISSONNIER (94) :

Pour tenter une réponse positive à la question que nous nous posons régulièrement : comment augmenter la diffusion de nos éditions, je propose la formule suivante :

Chaque camarade inscrit à une bibliothèque municipale demande, en prêt, un livre de nos éditions. Sauf exception, il n'est pas « en rayon »...

Alors, il fait une demande d'achat. Celle-ci fait l'objet de l'examen d'une commission et est acceptée... ou refusée. Dans les deux cas, le demandeur est avisé. Si c'est accepté, c'est gagné. Dans le cas contraire le camarade peut renouveler la demande et au besoin demander à un autre inscrit de faire une demande à son tour. Il n'est pas mauvais qu'il y ait plusieurs demandes d'achat simultanées pour un même livre.

Etant donné le nombre important de bibliothèques municipales un appel discret mais précis aux lecteurs de la R.P. devrait nous apporter un certain nombre de commandes.

Si vous trouvez mon idée intéressante, il est urgent d'agir car entre la demande d'achat et la commande il faut bien compter deux mois.

La formule peut jouer dans certains cas pour un abonnement à la « R.P. » à consulter sur place mais ceci est peut-être moins facile (ce qui n'empêche pas d'essayer mais je préconise d'abord la formule d'achat. En cas de succès on peut ensuite, proposer un abonnement à la R.P.

Pour sortir de la crise

de Maurice LAUDRAIN (Paris), d'une lettre à Guilloré :

Ce que tu écris sur LIP, je le pense aussi. Tout à fait au début du conflit de Palente, j'avais écrit à Piaget en lui conseillant exactement ce que toi aussi tu proposais. Ces camarades ont préféré courir après... un bon patron !

Mais tu écris aussi : « Il n'y a que deux méthodes pour essayer de sortir de la crise »... Je pense que si tu avais terminé ta phrase tu aurais ajouté : « sans sortir du régime ». Mais, phrase finie ou pas, je conteste l'idée qu'elle exprime. Je suis convaincu qu'il n'existe aucune possibilité de sortir de la crise, c'est-à-dire de l'inflation et du chômage, tant qu'on conservera les structures du capitalisme. Mais il y a possibilité de rétablir les équilibres entre production et consommation, et possibilité aussi d'employer toutes les énergies humaines disponibles pour le service du bien public, en organisant dès à présent une société en marche vers le socialisme. Bien sûr, nos camarades de la Gauche, unie ou désunie, n'en ont généralement aucune idée.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Partout, le syndicalisme ouvrier indépendant s'affirme

En Tunisie

Grève générale, puis émeute populaire. L'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) n'est sans doute pas responsable de l'émeute ; elle l'est de la grève générale qui, partout, se révèle comme l'arme spécifique du prolétariat.

Comment oublier, dans cette revue qui, la première, lutta pour l'indépendance de la Tunisie, que la centrale syndicale des travailleurs tunisiens fut fondée par deux de nos amis, Louzon et Finidori. C'était le temps du protectorat français. Nos deux camarades furent emprisonnés et expulsés de Tunisie. C'était le temps où Bourguiba, lui aussi, était en prison ; c'était le temps où il lui est arrivé d'écrire dans la « Révolution Prolétarienne ».

Avant toute autre chose, nous déplorons ces morts de la journée du 26 janvier, plus de cent camarades tombés dans la révolte contre un pouvoir qui a oublié ses origines (il n'est pas le seul dans ce cas). En déclenchant la grève générale, l'U.G.T.T. n'avait pas voulu cela. Mais, tout à coup, la révolte d'un peuple opprimé s'est exprimée comme elle s'exprime partout quand elle se libère. La répression aussi a montré sa gueule, comme partout.

Nous déclarons ici notre solidarité avec le camarade Habib Achour, secrétaire général de l'U.G.T.T., et ses compagnons emprisonnés comme lui. Ces hommes étaient hier membres de la direction du parti socialiste destourien, le parti unique ; plusieurs même étaient députés au parlement tunisien. Leur scission avec le pouvoir a une très grande signification : ils ont opté pour la défense des travailleurs dont ils se considéraient comme les mandataires. Ils ont fait un choix décisif entre leurs fonctions syndicales et ce qu'on appelle habituellement leurs responsabilités politiques. Ils avaient d'autres responsabilités.

Le 10 janvier dernier, Habib Achour, secrétaire général de l'U.G.T.T., a démissionné du comité central et du bureau politique du parti dirigeant, estimant qu'il ne pouvait « concilier ses responsabilités syndicales et son appartenance à la direction du parti, sans porter atteinte aux intérêts des travailleurs ».

Voilà un exemple. Un exemple à suivre. Comment ne pas penser aussitôt à la situation syndicale en France ? Comment ne pas comprendre la réalité du syndicalisme international quand il use de son arme, la grève générale, d'abord revendicative et bientôt politique, même quand une masse opprimée, répondant à son appel, le dépasse bientôt ?

Dans le continent américain

On oublie peut-être trop ici qu'aux U.S.A. les mineurs de charbon de la région des Appalaches (un coin du Kentucky) ont été en grève pendant deux mois. Des « sauvages » n'ont d'ailleurs pas attendu le mot d'ordre de leur puissant syndicat (U.M.W.) pour arrêter le travail. Ces mines, dont certaines à ciel ouvert (ce qui pose des problèmes écologiques), fournissent 80 % de la production de charbon des U.S.A. On sait l'importance que l'administration Carter donne — justement d'ailleurs — aux sources d'énergie autres que le pétrole. Le syndicalisme ouvrier est là, à ce point névralgique.

Il est partout, même dans ce Sud de l'Amérique où les tout puissants Etats-Unis ont accumulé des erreurs et des fautes conduisant aux crimes de leurs « protégés ». Au Pérou, depuis plus de deux mois aussi, les quatre mille ouvriers des aciéries de Sider Peru sont en grève (deux morts à la clef le 13 janvier). Par solidarité, une grève générale avait éclaté à Chimbote, au nord de Lima ; le gouvernement péruvien y a répondu en décrétant l'état d'urgence, le 24 janvier.

Ce gouvernement péruvien (des militaires bien entendu) n'est pas libre par rapport à celui des U.S.A., le protecteur. Il s'était permis d'acheter des armes à l'U.R.S.S. Il lui faut maintenant les payer et le gouvernement des Etats-Unis rechigne à éponger ce genre de dettes. Mais Carter usera-t-il comme il faut de ce protectorat ?

Au Nicaragua, petit pays d'Amérique centrale, la grève générale est aussi déclarée et effective. Contre quoi ? contre un gouvernement impossible, celui (on l'ignore trop) de la « famille » Somoza qui, depuis quarante ans, règne dictatorialement avec, évidemment, la protection des Etats-Unis, le parrain. Depuis le 10 janvier, la grève générale s'est étendue à presque toutes les couches de la population après l'assassinat d'un grand journaliste libre, et le pays est paralysé. Carter va-t-il ici être fidèle à l'image qu'il avait donnée de lui un moment ? Ou bien va-t-il encore suivre la voie détestable de ses prédécesseurs ?

En U.R.S.S.

Nous n'avons jamais pensé que ce qu'on appelle la « dissidence » en U.R.S.S. se limitait aux intellectuels, aux écrivains et aux savants. Celle-ci existe et, en raison de sa résonance internationale, nous lui devons beaucoup ; l'internationale des hommes libres lui doit beaucoup. Mais nous savions que les ouvriers, les travailleurs de l'U.R.S.S., nos camarades et nos frères, résistaient de plus en plus au régime dont ils étaient les premiers à ressentir l'hypocrisie. Ils résistaient par l'absentéisme, par le freinage, par le sabotage. Les manifestations ouvertes d'opposition étaient réprimées, étouffées par le pouvoir. Une répression plus sévère encore va sans doute s'abattre sur ces travailleurs courageux qui ont fondé un syndicat libre et qui ont demandé à l'Organisation Internationale du Travail de le reconnaître. La revendication d'un syndicalisme indépendant répond au désir profond des masses exploitées. Quoi qu'en pensent et qu'en disent les ultra-gauchistes, elle est le commencement d'un nouveau mouvement pour la liberté, d'un rebondissement de la lutte de classe.

En France

Dans ce pays, la situation syndicale n'est pas, au fond, tellement différente de celle que nous venons de décrire. L'indépendance du syndicalisme se pose et se repose au premier plan. Séguy lui-même s'en réclame contre l'évidence et jure ses grands dieux communistes qu'il n'y porte pas atteinte. Il va même jusqu'à reconnaître benoîtement qu'il est encore possible d'améliorer la vie démocratique de la C.G.T. Le camarade socialiste Carassus, membre de la commission exécutive de la C.G.T., dans un excellent article du « Monde » (1er février) lui donne quelques leçons d'histoire qui ne vont pas assez loin. Il nous obligera à remonter au congrès d'unité de Toulouse (1936). Séguy n'en prend qu'une partie ; il oublie l'interdiction du cumul des fonctions syndicales et politiques dont les communistes firent, au moins formellement, le sacrifice sur l'autel de l'unité.

La Fédération de l'Education Nationale qui vient de tenir son congrès de Nantes prouve plus la coexistence difficile mais possible de tendances structurées et agissant chacune pour leur compte que l'unité syndicale réelle, supposant la tolérance et l'action unie après confrontation fraternelle des idées.

Aujourd'hui, l'attention se porte sur la C.F.D.T. Elle est l'alliée de la C.G.T. dans l'action (ou dans ce qu'on appelle ainsi). Son Conseil national s'est réuni à la fin de ce janvier. Il avait à discuter d'un rapport de Jacques Moreau qui remettait sur le chantier bien des idées reçues et plus ou moins acceptées. Il donnait la priorité aux luttes par secteurs, par branches ; il ne méconnaissait pas la possibilité et la valeur de résultats partiels. Il n'acceptait plus ces « messes » syndicales que sont les Journées nationales sans lendemain tant prisées par la C.G.T. (On sait que sa direction en prépare une autre pour la fin février.) Il est intéressant de noter que cette position n'a pas obtenu l'unanimité, ni même la majorité du Conseil national. Un amendement venu de la gauche (ou de ce qui se croit la gauche) a même mis en minorité le rapporteur sur ce point particulier des formes d'action. Ça ne fait rien. On discute au moins ici. Le rapport du camarade Jacques Moreau a amorcé une réorientation syndicaliste qui, avant ou après les élections politiques, séparera probablement la C.F.D.T. de la direction unique C.G.T. - P.C.F. Là aussi, et pour le bien des travailleurs, s'affirmera le syndicalisme ouvrier indépendant dans la doctrine et dans l'action.

R. GUILLORE.

IDÉOLOGIE ET LUTTE DE CLASSE AUX P.T.T. (suite)

Les « hiatus » et les « bavures» dans le monde bien huilé de la contestation officielle sont le fait de groupements minoritaires, qui profitent localement d'une concentration d'effectifs de jeunes débutants Jamais ils ne peuvent sortir d'un « spontanéisme » de type « étudiant », faute d'implantation, ou d'audience suffisante parmi les 22 corporations qui composent les P.T.T. Les syndicats veillent et n'hésitent pas au besoin à réclamer l'intervention disciplinaire de l'administration.

Sans moyens d'expression, sans coordinations possibles, traqués et persécutés tant par les bureaucraties syndicales qu'officielles, les syndicalistes qui s'écartent des chemins battus sont rapidement isolés, neutralisés et hors d'un cercle très réduit, sont contraints à l'inefficacité ou à la démision.

Détachement pendant les heures de travail, pour « permanence » syndicale au titre d'une association sportive ou culturelle, détachements permanents avec salaire dans les syndicats, situation avantageuse à la cantine ou au travail, possibilité d'heures supplémentaires ou pressions « indirectes » diverses, l'administration dispose de tout un arsenal de privilèges pour tenir en main les syndicalistes, qui à leur tour sont censés tenir en main le personnel.

A ceci il faut rajouter, selon les régions, l'influence des municipalités communistes et celle de l'église catholique. Cette dernière étant suffisante pour que dans une zone allant de la Vendée à la Normandie le nombre d'enfants dans les familles de postiers se situe entre trois et quatre, alors que la « moyenne » nationale des enfants des familles P.T.T. est de deux, et de un à Paris, Limoges, Marseille, Strasbourg.

Par ailleurs, à l'intérieur même de la poste une « ligne de démarcation » nouvelle se renforce tous les jours. Méprisée par l'opinion bourgeoise, le poste de cadre des P.T.T. était largement pourvu par l'organisation de la promotion interne. Si bien que près d'un tiers des responsables administratifs actuels sont issus des classes ouvrière et paysanne, et n'ont pas de diplômes importants.

Depuis les années 50-60, avec la scolarité « longue », l'administration exige des candidats à des emplois à la portée d'une intelligence moyenne, des diplômes d'autant plus élevés que le travail — qui reste à apprendre — demande l'exercice de l'autorité.

Aux P.T.T. on apprend souvent à commander avant de connaître le travail que l'on exige des autres.

Il y a vingt ans, beaucoup de pédagogues bien intentionnés ont cru qu'il suffisait d'ouvrir les portes des lycées pour assurer à l'avenir plus de démocratie dans le travail, tombant ainsi dans le piège dressé par le maréchal Pétain qui voulait réduire l'attrait de l'instruction primaire. Le résultat est que le diplôme secondaire est obtenu d'autant plus facilement que la conformité idéologique et culturelle de l'élève est grande, et que celui-ci recevra une « plus-value » éducative par l'aisance économique et de savoir de ses parents.

Culture et idéologie

Le résultat sur le plan postal étant que le B.E.P.C., et la culture qu'il implique, sont devenus les bases de toute promotion par concours et que les travailleurs d'origine modeste, ouvriers et paysans « pauvres », se retrouvent bloqués dans les emplois pénibles et peu rémunérés, ou éliminés ainsi que les deux tiers des candidats aux concours.

La hiérarchie postale copie celle de l'éducation nationale, alors que la finalité est l'exercice d'un travail nécessaire et non point l'acquisition de bonnes notes, de satisfecits professoraux ou de diplômes. Pas de diplômes, ou le seul certificat : manutentionnaires, ou distributeurs ; le B.E.P.C. ou le BAC : les emplois de bureaux ; la licence, l'autorité et la hiérarchie. Le salaire est fonction de la culture, non du travail fait.

La poste est en train de devenir un vaste foutoir où des éléments anciens, dans tous les grades, se figent et se raidissent contre toutes propositions qui remettraient en cause leurs privilèges ou plus simplement leurs habitudes, et des éléments nouveaux dont les plus contestataires ne peuvent aboutir qu'à renforcer l'arbitraire de la bureaucratie présente, dans la mesure ou celle-ci sait sauvegarder les apparences de la démocratie.

A l'intérieur de l'administration postale, comme des organisations syndicales, qui corporation par corporation en sont les ombres portées, il y a des courants sociaux et psychologiques qui interfèrent sur la revendication. Ainsi, si 60 % des 72.740 agents d'exploitation, et 63 % des 52.595 contrôleurs sont des femmes, il n'y en a que 20 % sur 12.000 chez les inspecteurs, 5 % sur 4.000 dans le personnel administratif supérieur, dix titulaires sur 271 parmi les administrateurs, trois titulaires chez les receveurs hors série, alors que les femmes sont 23 % des receveurs de quatrième classe et 26 % de troisième classe (la classe étant fonction de l'importance des bureaux). De même il y a 3.272 femmes préposées, et zéro préposées-chefs.

L'administration héritière d'un texte de 1777, signé Louis XVI, confirmée par la révolution de 1792, interdisant les postes d'autorité aux femmes, et du code napoléon prolongé par la IIIe république, se conduit comme un vulgaire phallocrate mysogine, et les syndicats lui emboîtent le pas.

Les femmes syndicalistes qui peuvent se faire entendre se comptent sur les doigts d'une main.

Dévalorisation postale

En fait, si l'on va au fond des choses, c'est le statut même de la fonction publique et les structures du recrutement qu'il faudrait remettre en cause. L'égalité des sexes dans les emplois n'étant pratiquée que quand un emploi se dévalorise trop dans l'opinion nationale.

La dévalorisation commence généralement à Paris pour atteindre en vingt ans les territoires d'outre-mer. Ainsi, sur les 319.000 titulaires PTT, moins de 20.000 sont Parisiens d'origine. Sur les 110.000 postiers en place dans la région parisienne, 10.000 Parisiens !

De même 15 % des distributeurs P.T.T. et 5 % des agents d'exploitation, surtout réunis à Paris, sont Martiniquais ou Réunionnais. Le recrutement commençant à se tarir, l'administration ouvre certains emplois aux femmes.

Le phénomène est ancien, son évolution est lente, mais empêtrés dans une idéologie réformiste mâtinée de principes technocratiques, les syndicats, installés à chaque rouage administratif comme la moule à son rocher, ne souhaitent, et ne peuvent, y changer quoi que ce soit.

Malgré tout, les élections paritaires, qui ont lieu tous les trois ans imposent un minimum de concurrence apparente. Chaque organisation utilise l'arsenal idéologique du syndicalisme du XIXe siècle, dont les militants étaient d'autant plus efficacement pourchassés que pendant longtemps la poste a été sous la coupe du ministère de l'Intérieur, localement des préfets, et de l'armée, tout en étant sous tutelle du ministère des Finances qui, hier comme maintenant, envisage plus la manière de récolter l'argent que l'intérêt de l'usager en matière postale, ou les droits des travailleurs.

Là encore il faudrait remettre en cause la domination du ministère des Finances qui bloque tout progrès, et finalement toute amélioration de salaire et d'emploi. Là encore, les syndicats se contentent de gémir mais sont totalement dépourvus d'arguments dès que l'on sort d'une vague idéologie petite-bourgeoise.

Syndicats peu syndicalistes

Une partie importante des motivations des grèves entreprises par les syndicats n'a rien de syndicale.

Le parti communiste, qui a le mieux capté l'héritage contestataire et a la confiance des catégories les plus nombreuses (mais qui est peu représenté au sommet) double très étroitement les sections C.G.T. par ses cellules d'entreprise. Le but restant la conquête du pouvoir selon les principes léninistes, l'action pour l'action, la chasse aux militants concurrents (qui peut aller jusqu'aux coups ou à la provocation facilitant l'éloignement ou la révocation), les défilés n'importe où, n'importe quand, mais avec photographe pour grossir l'aspect insuffisant « des masses », la récupération des mouvements spontanés locaux, forment la trame de l'action C.G.T. Ici et là, des militants C.G.T., conservent une certaine audience et se passent des « bons offices » du P.C.F., mais restent sans influence dans les « gros coups » du parti communiste. Comme en 1968 ou en 1974 alors qu'il s'agissait de faire reprendre le travail à une base parisienne indécise, et une masse provinciale qui « voulait en finir ».

La C.F.D.T., qui a bien pénétré le parti socialiste par ses groupes d'entreprise, vise elle aussi la conquête du pouvoir. L'aide politique à l'union de la gauche fait partie de sa stratégie. La grève P.T.T. de 1974 est une conséquence directe des oppositions aux « assises du socialisme », prolongée dans un centre de tri parisien. Mais la C.F.D.T., n'arrive pas à s'implanter vraiment hors des catégories d'employés et des zones d'influence catholique. Les unes et les autres, hors Paris, sont trop dispersées pour peser vraiment sur le déroulement des actions d'envergure.

Force Ouvrière, qui est la deuxième organisation nationale après la C.G.T., en province, reste la cible préférée du P.C.F. et de la C.F.D.T., et a bien du mal à maintenir ses positions à Paris, où se concentre le tiers des effectifs, et où se retrouvent débutants et jeunes cadres promus après un séjour en province. Les postiers parisiens de F.O. sont très fortement mélangés de militants socialistes marxistes, qui sont à la fois plus soutenus par les autres organisations et plus riches en matériel et moyens divers. Chose primordiale quand il s'agit d'avoir une place parmi des maîtres en agit-prop.

Si bien que F.O. a une tête marxiste influente et un corps provincial qui reste attaché à un pragmatisme quotidien que l'on baptise « réformisme » par habitude, alors qu'il s'agit d'opportunisme.

La C.G.T. utilise le vocabulaire militaire et ouvrier du XIXe siècle avec sa base prolétarienne, mais entretient des revues comme le « Maître de poste », la revue des cadres, corporatiste et technocratique. Le journal national C.G.T. des P.T.T. est commun à toutes les catégories sauf la page centrale. Ce qui permet de ne pas dire la même chose aux uns et aux autres. Les oppositions d'une catégorie à l'autre, parfois très voisines, étant souvent vives. Mais qu'importe, la C.G.T. recherche une unité tactique propice à l'agitation et s'accommoderait fort bien des structures actuelles de l'administration si le parti communiste avait le pouvoir. La situation sur le plan purement administratif étant plus facile à contrôler, selon les normes du « centralisme démocratique » léniniste, qu'une forme plus décentralisée, plus autonome, favorisant une meilleure compréhension des problèmes techniques par les postiers et les usagers.

Les uns et les autres sont sciemment noyés sous une masse d'informations sans intérêt et écartés systématiquement de toutes choses qui pourraient faire réfléchir sa situation.

La C.G.T. et le parti communiste font le jeu de la technocratie qui ne demande qu'à se rallier à un pouvoir fort sans trop se soucier de la démocratie si les privilèges sont sauvegardés.

Force Ouvrière connaît un divorce constant entre les « têtes » parisiennes, et les « troupes » provinciales. D'où des positions parfois contradictoires.

Seule à être représentée dans les 22 corporations postales, elle reflète l'opinion moyenne du postier moyen, héritier d'un anti-cléricalisme modéré à l'ouest ou au centre, et, au sud-ouest et au sud-est, du radicalisme militant — toujours tenté par la gauche, toujours effrayé par elle si elle est au pouvoir.

(A suivre.) **Daniel SERVET.**

LIP... ÇA CONTINUE

C'est le 8 novembre dernier, après dix-huit mois d'une lutte qui dure toujours, que les travailleurs de l'entreprise Lip ont décidé d'appliquer, comme en 1973, le slogan « *On fabrique, on vend, on se paie* ». Car Lip, ce n'est toujours pas terminé, malgré les intimes convictions de la clique au pouvoir il y a quelques années.

Soucieux de préserver l'électorat du Haut-Doubs, de la région bisontine, nos attentionnés dirigeants avaient élaboré de « mini-plans » et façonné quelques projets de restructuration de l'industrie horlogère (composée de 200 P.M.E.) : certaines maisons ont été associées à des firmes étrangères ; d'autres participent à l'opération « *Montrélec* », qui visait la création d'emplois (à ce jour, cinq emplois sur cent-cinq prévus initialement ont vu leur création réelle).

Face à l'absolutisme patronal et aux pseudo-bonnes volontés gouvernementales, les « Lip » se sont organisés par la lutte sur le double plan d'une dynamique interne et d'une dynamique externe. Dans l'entreprise, la dynamique interne s'identifie à une sorte de « vie communautaire » par la prise en charge par les travailleurs de leur lutte, au quotidien, sur la base de la diversification et de la rotation des tâches :

— chaque jour une assemblée générale (environ 450 travailleurs), centre des grandes décisions ;
— création de commissions (35) sur des bases d'auto-organisation et d'autonomie : commissions chômage, industrie, popularisation... ;
— création d'un conseil de gestion, composé essentiellement de délégués des commissions, chargés de synthétiser les problèmes pour les soumettre aux A.G. ;
— le « Collectif d'Animation » (douze personnes élues aux A.G. pour deux mois) chargée « d'impulser les décisions, de veiller à leur application, de prendre celles qui s'imposent... » ; ce collectif se justifierait uniquement dans cette période d'aggravation de la situation ;
— création d'équipes tournantes pour les tâches journalières : nettoyage, restaurant...

La dynamique externe se manifeste essentiellement par l'information et la popularisation de la lutte. Une popularisation qui depuis quelques mois se pose avec une nouvelle acuité : les 90 % d'indemnités mensuelles relatives aux licenciements à « caractère économique » (comme si tous les licenciements ne résultaient pas du consensus économique) ne sont plus versés depuis la fin des douze premiers mois de lutte. C'est donc par 530 voix sur 710 que les Lip ont décidé, dans la plus pure tradition de l'action directe, de remettre en route le circuit de production.

Le patronat ne l'entendait pas de cette oreille puisque, ayant laissé stagner la situation pendant un an, les hommes de main du capital ont alors tenté successivement de priver l'entreprise d'électricité, de gaz, puis essayer d'enlever les machines (là encore l'action directe a fait ses preuves : cimentage de certaines portes, machines rivées au sol...).

A travers le combat quotidien, ce sont des revendications déjà traditionnelles qui conservent ainsi leur acuité : volonté de vivre et travailler au pays, refus du principe de la « mobilité de la main-d'œuvre » et du dogme présenté comme inéluctable de la concentration industrielle. De fait, sur les 840 travailleurs de Lip en mai 1976, date de la liquidation de l'entreprise (tout au moins dans les termes de notre belle légalité), 130 ont retrouvé du travail... mais dans les conditions habituelles du patronat et de ses restructurations bienveillantes : nécessité de quitter la région, déqualification du travail, voire nouvel emploi ne correspondant pas du tout à la spécialité exercée initialement...

Cette volonté de « vivre au pays », ce n'est pas un slogan électoral pour politicard en mal de popularité ou un argument publicitaire pour syndicat-couveuse. Vivre au pays, c'est concrètement le refus de l'Homme esclave de la machine et du progrès technique, c'est le refus de se soumettre à la montée du technocratisme, caractère principal de l'évolution de la société capitaliste moderne, c'est le refus de transformer les individus en « déracinés » d'autant plus façonnables et manipulables.

Par-dessus la lutte quotidienne, des projets s'élaborent. Car si Lip se prend en main et réorganise sa production, il lui faut des bases juridiques qui permettent sa survie dans l'océan capitaliste. Les travailleurs de l'entreprise ont donc demandé que la municipalité de Besançon rachète bâtiments et terrains. La mise en place de structures juridiques permettrait d'engager une procédure de rachat des machines, des stocks, sans oublier la marque, et à terme, obtenir des contrats et des marchés. Or les structures juridiques prévues donneront à Lip la forme d'une coopérative de production... ce même projet proposé en 1973 par les syndicalistes révolutionnaires et les proudhoniens et qui, à l'époque, avait été rejeté !

Les Lip conservent néanmoins une rancœur vis-à-vis de la structure coopérative : le directoire élu pour quatre ans, le nombre restreint des membres du Conseil de surveillance, sont des facteurs peu sympathiques pour la vie de l'entreprise, qui, accusent-ils, « risquerait de ressembler à une S.A. ». Mais l'arrivée impromptue d'un « patron dynamique » ou d'un salarié de l'Etat à la tête de l'entreprise serait-elle plus sympathique ? Les Lip ont l'ambition ferme « d'implanter des activités industrielles autour de l'horlogerie par le développement de la mécanique et du matériel médical », objectifs sur des bases de diversification et non de concentration industrielle selon les lois capitalistes.

De plus, la perspective de laisser une prépondérance aux A.G. n'est pas incompatible ; perspective d'autant plus réaliste, que dans la coopérative, à chaque individu correspond une voix, quel que soit l'apport initial.

Structure souple et adaptable aux particularités locales, propice à un début d'auto-organisation du prolétariat, la coopérative favorise le sapement des bases capitalistes, annonce un schéma fédéraliste libertaire. Cette impulsion de l'émancipation prolétarienne ne convient guère ni à la C.F.D.T. ni au P.S.U., organisations qui se proclament vivement autogestionnaires, mais qui préfèrent nettement attendre la gauche au pouvoir ! Cela peut expliquer la méfiance des travailleurs de Lip vis-à-vis du coopérativisme. Pourtant le projet coopératif peut devenir une ambition concrète.

BERNARD.

SUÈDE : PROGRAMME ÉCOLOGIQUE

« Stopper le nucléaire, réduire de moitié l'importation de pétrole sans menacer ni l'emploi ni le niveau de vie ! »

« En 1985 l'ère nucléaire en Suède est terminée. Le besoin en pétrole a diminué. Les grands cours d'eau sont toujours préservés. Malgré cela nous ne sommes pas retournés à « l'âge des cavernes » comme il a souvent été dit dans le débat. Les rationnements et autres mesures autoritaires ne sont pas nécessaires. La production industrielle peut continuer à augmenter et de nombreux emplois sont créés. »

Cette vision de l'avenir est décrite dans une étude pour un plan énergétique alternatif qui a été remise à la Commission à l'Energie suédoise. Ce plan a été conçu par des représentants des trois organisations écologiques Fältbiologerna (les jeunes gens qui étudient la faune, la flore et l'équilibre écologique — quel est l'équivalent en France ?), Miljöförbundet (regroupement des groupes écologiques) et Jordens Vänner (Les Amis de la Terre). Ce plan s'appelle MALTE (Miljörörelsens ALTernativa Energiplan = Plan Energétique Alternatif du Mouvement Ecologique).

Selon Malte la consommation totale d'énergie passera de 437 TWh (terawattheures) par an actuellement à 380 TWh en l'an 1990. La diminution est donc assez raisonnable et nous « ramène » à une consommation d'énergie du niveau des années 1965-1970. Mais par contre, si l'on compare avec les pronostics officiels la différence est très importante. Statens Industriverk (le département pour l'industrie) indique, dans sa prévision la plus élevée, une consommation d'énergie de 511 TWh en 1990.

Comment cela est-il réalisable ? Une des mesures les plus importantes de Malte est l'économie d'énergie. Surtout dans le secteur de l'habitat il y a beaucoup à faire pour donner des résultats rapides en diminuant la consommation d'énergie, mesures qui, en outre, créent des emplois. Ce sont des mesures simples d'isolation et de réglage, mais aussi dans un avenir plus lointain l'utilisation accrue de l'énergie solaire pour le chauffage. Grâce à ces mesures, on peut diminuer les besoins d'énergie pour l'habitat bien plus que ne l'ont compté les pronostics officiels. La consommation sera pour 1990 de 90 TWh selon Malte contre 117 TWh selon Industriverket.

Dans le secteur industriel, il y a de grandes possibilités d'économiser. Malte considère que la consommation industrielle d'énergie restera au niveau d'aujourd'hui jusqu'en 1990 malgré l'augmentation de la production. Les pronostics officiels comptent en gros une augmentation d'énergie de 25 % pour la même période. Selon les auteurs de Malte, la constance de la consommation d'énergie sera possible moyennant d'importantes mesures dans l'industrie de la pâte à papier et du papier, qui représente 40 % de la consommation industrielle d'énergie. Ici il y a des possibilités d'augmenter la production interne d'électricité en brûlant de l'écorce et de la lessive de soude, etc., ce qui à la longue pourra rendre cette industrie productrice d'électricité ! Un changement de sa production, entre autres augmentation de produits finis, est nécessaire en raison du manque de matières premières. Cette transformation contribue également à diminuer la consommation d'énergie.

Les diminutions les plus importantes de l'étude sont au niveau des combustibles. Pour l'électricité, Malte prévoit une poursuite d'augmentation, bien qu'elle soit moins importante que dans les pronostics officiels. On propose entre autre l'interdiction d'installer le chauffage électrique dès 1979.

Le mouvement écologique avait pris pour base de travail un arrêt du nucléaire au plus tard en 1985 et une diminution du pétrole et du charbon avec comme objectif : l'indépendance totale vis-à-vis du pétrole et du charbon à la fin du siècle. Après une étude de Malte, on peut constater que l'on a réussi sur le plan du nucléaire. Jusqu'en 1990, nous sommes encore dépendants du pétrole bien que les besoins aient diminué de moitié par rapport à la consommation actuelle. L'utilisation du charbon augmente selon le plan de 18 TWh par an aujourd'hui à 35 TWh en 1990. Ceci est une solution provisoire

Dans l'esquisse de la période après 1990 contenue dans le plan, on indique la possibilité de faire disparaître le pétrole et le charbon dans une société future basée sur les énergies douces.

Les mesures qu'indique Malte pour diminuer la consommation d'énergie ne sont pas suffisantes pour maintenir l'équilibre sans le nucléaire et avec une diminution de moitié du pétrole. D'autres sources d'énergie doivent être mises en service.

On propose une augmentation très prudente de l'électricité hydraulique. Il est surtout question de modernisation et d'agrandissement des centrales existantes.

L'énergie éolienne compte pouvoir donner un très petit apport dès 1985 et environ trois pour cent de la production totale d'énergie en 1990.

De même pour le chauffage solaire. La tourbe donnera 4 TWh en 1990, ce qui représente moins d'un pour cent de la production totale d'énergie.

Malte compte sur la biomasse, en particulier du bois, pour donner les plus grands apports d'énergie. On veut se servir des déchets qui sont actuellement laissés dans la forêt. On veut aussi cultiver des bois à croissance rapide, mais sans engrais chimiques et sans irrigation sur les terrains qu'on a déboisés totalement. La diminution de la matière première pour l'industrie de la pâte à papier sera compensée par l'enrichissement du sol par les feuillus. On envisage une production rapide et importante de ce genre de source d'énergie et l'on compte qu'elle sera de 15 % de la consommation totale d'énergie en 1990 (la moitié de cette production venant de la récupération des déchets laissés dans les forêts actuellement par les industries traditionnelles).

Pour le mouvement écologique suédois, ce plan servira de base dans le débat qui se développera au cours de l'année 1978. Dans des cours du soir, les membres des groupes écologiques vont critiquer le plan pour l'améliorer.

Dan WESTIN.

A BAS LE SOCIALISME ?

On ne saurait se permettre dans la « R.P. » de dire : « A bas le syndicalisme ». Mais il n'y est pas défendu de dire, il me semble, « A bas le socialisme », et il importe de bien distinguer l'un de l'autre. Il y a un inépuisable sujet de réflexions dans le fait que le peuple, à qui on avait annoncé sa libération, soit opprimé dans tous les Etats soi-disant socialistes. Certains reprochent à Soljenitsyne, qui a décrit mieux que personne les pires conséquences de cette oppression, grâce à l'expérience irremplaçable qu'il en avait, de mettre en cause le socialisme même. Comment ne l'aurait-il pas fait ? Sachons- lui gré au contraire de nous inviter à nous interroger. Ce n'est pas seulement le procès de Staline, mais celui de Lénine et de Trotsky, celui de Marx, celui du socialisme, qu'il faut instruire.

Toute société tend à opprimer les individus. La fonction du gouvernement devrait être de les protéger. Mais la plupart du temps il contribue à cette oppression plus qu'il ne la limite. Ne nous faisons pas une idole d'un mot, et reconnaissons que celui de socialisme ne désigne pas mal du tout la forme de société où une telle oppression est à son comble.

Ce que Soljenitsyne a dénoncé avec tant de puissance n'est pas, dit-on, le socialisme véritable. Le malheur est que toutes les révolutions faites pour réaliser intégralement le socialisme ont abouti à la confiscation du pouvoir dont le peuple s'était emparé par une dictature plus ou moins implacable de bureaucrates. Ce que nous fait voir Soljenitsyne permet de comprendre qu'il ne peut en être autrement.

Fort honnêtement, Gallienne s'est demandé ce qu'il faudrait pour rendre possible le socialisme tel qu'on l'avait rêvé ? Il faut, répond-il, « que le prolétariat se montre capable de prendre lui-même les choses en mains, de gérer lui-même l'économie sans que certains de ses membres se transforment en bureaucrates spéciailsés ». Ce qui lui fait espérer que les prolétaires s'en montreront capables, ce sont « les avantages matériels importants » qu'ils ont obtenus par leurs luttes. Et l'on comprend qu'ils puissent obtenir ainsi des hausses de salaires ou une amélioration des conditions de leur travail. Ce n'est pas peu ; et ce serait beaucoup s'ils obtenaient aujourd'hui de cette manière une sensible réduction de la durée de ce travail (même au prix pour un grand nombre d'entre eux d'une baisse de leur pouvoir d'achat), un certain contrôle de la gestion des entreprises, et de salutaires décisions écologiques. Mais de là, pour le prolétariat, à entreprendre « de planifier l'économie et de la diriger lui-même », il y a très loin. Il est clair que pour le moment, hors une poignée de militants qui auraient tort de se prendre pour le prolétariat, les ouvriers ne le veulent ni ne le peuvent. Il leur faudrait, pour être capables un jour, le long, très long effort d'auto-éducation auquel Pelloutier les avait invités. Que fait-on à cet égard ? En attendant, toute tentative de faire gérer l'économie par les travailleurs ne peut manquer d'aboutir, en transformant la gestion privée en gestion publique, à la faire gérer par le gouvernement, c'est-à-dire par d'autres qu'eux. Le socialisme intégral est impossible parce que la démocratie intégrale est impossible. Elle est d'autant moins concevable que l'Etat est plus grand (et c'est ce que les partisans d'un super-Etat européen ne doivent pas oublier) et que les attributions du gouvernement y deviennent plus nombreuses.

Jean-Jacques Rousseau prenait soin de distinguer entre la souveraineté, qui, selon lui, ne pouvait appartenir légitimement qu'au peuple, et le gouvernement. Il n'a nullement été, comme on le croit souvent, le théoricien du gouvernement populaire, la démocratie, mais celui de la souveraineté populaire. Il disait que la démocratie est une forme de gouvernement qui ne pourrait convenir qu'à un peuple de dieux. Mais il pensait aussi que ceux à qui le peuple confie la charge de gouverner ne sont que ses commissaires. Le mot a fait fortune, mais sans qu'on réalise l'idée. Tout gouvernement tend à usurper la souveraineté, en général dans l'intérêt de la classe dominante. Cette usurpation peut être aussi, dans les Etats modernes, le fait de l'administration. C'est ce qui est arrivé dans ceux où l'on a essayé de réaliser le socialisme : l'administration y est devenue une bureaucratie toute-puissante. De là il n'y a qu'un pas à la toute-puissance d'un tyran. Le socialisme est ou bien une cruelle réalité, ou bien la dangereuse illusion qui y conduit.

Se rendant compte il y a environ vingt-quatre siècles qu'un Etat parfait ne peut pas exister, Platon estimait que la forme la moins mauvaise en était un mélange de monarchie et de démocratie. C'est ce qui existe de nos jours dans les Etats où les choses vont le moins mal : l'Angleterre, les Etats-Unis, la Suède, la France, l'Allemagne de l'ouest. Il ne faut pas avoir peur des mots. Le monarque, aux Etats-Unis et en France, est élu au suffrage universel. En Angleterre et en Suède, où il n'a que le titre de premier ministre, dans l'Allemagne de l'ouest, où il a celui de chancelier, c'est le chef que s'est donné le parti politique ayant obtenu des électeurs le plus grand nombre de suffrages. Dans tous ces pays l'action du gouvernement est contrôlée par un parlement, émanation plus ou moins authentique de la souveraineté populaire. Quand une part est faite ainsi dans l'Etat à la démocratie, quand un contrôle démocratique y est tant bien que mal exercé sur le gouvernement par les représentants que les citoyens ont élus, une certaine dose de socialisme (ou de collectivisme, comme notre actuel monarque préfère dire) devient possible, et elle peut être progressivement augmentée. Gardons-nous de médire de cette social-démocratie que veulent nous faire prendre en horreur les léninistes de tout acabit, graine de despotes. La république démocratique et sociale dont on rêvait jadis ou, comme on disait, la Sociale : oui ; le socialisme : non.

Les communistes, qui arrivent mal, avec les nationalisations, à nous faire prendre des vessies pour des lanternes, ont l'air de s'aviser que le mirage d'un socialisme autogestionnaire pourrait remplacer avantageusement le mirage de la dictature du prolétariat. Méfions-nous. Il en est dans l'entreprise comme dans l'Etat. L'autogestion, du moins une autogestion qui ne soit pas seulement de façade, est-elle plus réalisable dans l'une que la démocratie dans l'autre ? Privée ou publique, il faut bien qu'une entreprise ait un gouvernement, fût-il choisi par ceux qui y travaillent. Lénine et Trotsky, animés des meilleures intentions du monde, et résolus à réaliser le socia-

lisme véritable, eurent tôt fait de s'en apercevoir. Je demande en grâce qu'on me décrive ce que pourraient être de nos jours, dans un pays industrialisé, une société sans Etat ou une grande entreprise autogérée.

Marx ne pensait pas qu'on pût savoir d'avance ce que serait, ce que ferait la société nouvelle. On le verrait après que la révolution aurait eu lieu. On a vu.

Ce qui peut se concevoir en revanche dans les grandes entreprises modernes, c'est, comme dans l'Etat, un mélange de monarchie et de démocratie. Sans gérer l'entreprise, ceux qui y travaillent pourraient, par l'intermédiaire de leurs délégués, en contrôler la gestion. Il semble que ce soit là, qu'on me pardonne de le dire, ce que de Gaulle, qui prenait sa fonction de monarque au sérieux, avait en vue avec cette participation du personnel des entreprises aux profits et à la gestion, sa marotte, dont à peu près personne ne voulait parmi ses partisans, si réduite qu'elle eût été, dont Raymond Aron condamnait sévèrement l'idée dans « le Figaro », et dont Pompidou, l'ancien fondé de pouvoir des Rothschild, pensait qu'il valait mieux ne pas parler. Il voyait déjà des soviets dans les usines, comme il devait par la suite le dire un jour au cours d'une conférence de presse. Michel Rocard (qui avait en vain adjuré le P.S.U., dont il était membre alors, d'appeler à une simple abstention au référendum après lequel Pompidou remplaça de Gaulle) a eu l'honnêteté de reconnaître que ce mot de participation convenait mieux que celui d'autogestion à ce qui est réalisable — et qui d'ailleurs a été réalisé dans l'Allemagne de l'ouest, malgré les résistances du patronat, sous le nom de cogestion. Rimbert s'est demandé un jour dans la « R.P. » si d'ores et déjà en France il n'y avait pas à tirer parti mieux qu'on ne fait des possibilités offertes par les comités d'entreprise.

Certes, Gallienne a une raison très forte de souhaiter la révolution socialiste : « Si nous laissons la société capitaliste subsister, dit-il, nous courons vers les pires catastrophes, la guerre mondiale, la pollution décuplée, la barbarie généralisée. Telles sont les conséquences à la longue inévitables d'une société basée sur le profit ». Que faire si l'on refuse un remède pire que le mal ? Les moyens de lutte qui dans le passé ont permis aux ouvriers d'obtenir des avantages non négligeables ne pourraient-ils pas permettre de ralentir puis d'arrêter une telle course à l'abîme ? Comme travailleurs dans leurs syndicats et, par l'entremise du parlement, comme citoyens, les hommes ne sont pas tout à fait sans pouvoir. Il faut être toutefois sans illusions : les syndicats ne sont pas le prolétariat et les chefs d'un syndicat ne sont pas ce syndicat ; ils en sont le gouvernement. « Tout le pouvoir aux syndicats » serait un mot d'ordre aussi funeste que le fut « Tout le pouvoir aux soviets ». Une bureaucratie serait ainsi portée au pouvoir.

On daube, dans la « R.P. » de janvier sur les intellectuels qui découvrent soudain, après avoir chanté les louanges du socialisme chinois, ce que disaient depuis longtemps « des militants syndicalistes de sang-froid ». Mais quoi ? Ce que fut il y a dix ans l'erreur de ces garçons avait été mon erreur il y en a plus de quarante et, en voilà soixante, l'erreur des meilleurs d'entre les syndicalistes révolutionnaires, de ceux-là mêmes dont la mémoire nous est très chère, un Rosmer, un Monatte, un Chambelland. Avaient-ils tout leur sang-froid, au moment de la révolution d'Octobre ? Ceux qui ont eu raison avant les autres étaient nés avant eux. Il n'y a pour personne de quoi se vanter. Et il faudrait pousser la réflexion jusqu'au bout. N'est-ce pas à tort que ceux dont les yeux s'étaient ouverts de bonne heure « gardaient dans leur cœur ce qui avait été le grand espoir du monde, qu'ils refusaient de le reconnaître dans ce que la contre-révolution en avait fait » ? C'est cet espoir même qu'il faut examiner. Y eut-il révolution et contre-révolution ? N'y eut-il pas plutôt une seule aventure dont le cours entraîna les révolutionnaires professionnels qui s'y étaient lancés à faire tout autre chose que ce qu'ils avaient d'abord voulu, parce qu'ils avaient voulu l'impossible ?

Prenons garde à ce que deux militants partis maoïstes pour la Chine disaient après y avoir vécu deux ans, dans « le Monde » du 20 janvier : « S'il y eut bien choc, c'est celui que peut provoquer la confrontation soudaine avec son propre reflet, presque caricatural certes, mais son reflet tout de même, qu'on aimerait ne pas reconnaître, mais qu'on sait déjà être le sien. Nous n'avons pas été déçus de la Chine, mais à travers la Chine de nous-mêmes, ou plus précisément de notre socialisme, de notre projet politique. »

Avant la première guerre mondiale, deux voies vers la révolution s'offraient aux ouvriers : celle du syndicalisme révolutionnaire, la voie dans laquelle un Pelloutier leur proposait de persévérer, et la voie politique où un Lénine se proposait de les entraîner, celle du socialisme révolutionnaire et soi-disant scientifique. C'est malheureusement par la seconde que les ouvriers révolutionnaires se laissèrent séduire, s'en remettant du soin de la révolution à des révolutionnaires professionnels. Il me semble à présent qu'il est trop tard, comme Gallienne le craint de son côté. Le syndicalisme révolutionnaire n'existe plus que dans le sous-titre de la « R.P. » et dans les souvenirs de sa vieille garde. Le socialisme révolutionnaire, hélas, est bien vivant.

Qu'on me prenne, si l'on veut, pour un méprisable réformiste. Seuls les communistes sont capables aujourd'hui de faire la révolution, une révolution telle que personne n'en veut à la « R.P. ». Le choix est à mon avis entre cette révolution entreprise par eux (on verra s'ils se montrent en Italie capables d'autre chose, et qui vaille mieux), le réformisme et le bavardage. Il faut reconnaître du reste que l'ardeur des révolutionnaires et la crainte qu'ils inspirent à la bourgeoisie sont un moteur aux réformes. A bas le socialisme, et vivent les révolutionnaires, à condition qu'ils ne puissent pas faire la révolution. C'est à quoi il faut veiller. La part péniblement faite à la démocratie dans l'Etat français au cours de deux siècles, et les libertés que les marxistes appellent avec mépris des libertés formelles, voilà ce qui doit être préservé.

Ces réflexions désabusées d'un retraité peuvent-elles avoir quelque rapport avec l'élection de nos députés ? Pour moi, je n'ai pas versé de larmes quand a été rompue l'union de la gauche. J'ai beaucoup de confiance en des hommes de bonne volonté comme un Mendès, un Rocard ; je n'en ai guère dans un Defferre, dans un Mitterrand, l'homme de certain « attentat » en certain jardin, l'homme qui déclarait comme ministre de l'Intérieur, quand se soulevèrent les Algériens opprimés par les Français : « La seule négociation, c'est la guerre ». Mais après

tout il est visible qu'à présent Mitterrand copie ce qu'il voudrait être sur la grande figure de Blum. Et je lui suis reconnaissant d'avoir su se garder du piège communiste d'un trop grand nombre de nationalisations. Il est de règle qu'au premier tour d'une élection on vote « pour » et au second tour « contre » : au premier tour je peux accorder mon suffrage au candidat des écologistes, contribuant ainsi à donner la mesure de cette nouvelle partie de l'opinion publique ; au second je peux contribuer par le faible poids de mon vote, citoyen parmi les autres citoyens, à éliminer les hommes que je considère comme dangereux, chiraquiens et communistes. C'est peu ; ce n'est pas rien.

Georges LAMIZET.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

A PROPOS DU CONFLIT ISRAELO-ARABE :

QUELQUES REFLEXIONS

Il me semble clair que l'offensive de paix de Sadate s'est soldée par un échec. L'Egypte a en fait reconnu Israël, mais Israël n'a pas modifié sa position. On ne peut que le constater, avec regret.

Mais les événements de ces derniers temps ont fait rebondir la discussion sur cette question, et je crois utile de répondre à des propos entendus récemment et qui montrent combien les données du problème sont encore perçues de façon obscure ou erronée par de nombreux camarades. Mon but n'est pas de polémiquer avec ceux dont la position est différente de la mienne, mais d'apporter un peu de clarté dans la discussion.

1. *Tout d'abord, faut-il parler, au sujet de ce conflit, de Moyen-Orient ou de Proche-Orient ?*

A vrai dire, cette question me paraît peu importante. N'importe quelle région du globe est située à l'orient de quelque chose, à l'occident d'autre chose. On peut donc faire commencer l'orient où l'on veut. Longtemps, les Français ont appelé les pays de l'ouest asiatique le Proche-Orient, tandis que les Anglais nommaient la même région le Moyen-Orient, réservant aux Balkans le terme de Proche-Orient. Mais l'expression anglaise a gagné du terrain, comme la langue anglaise elle-même, et l'on peut souvent la rencontrer dans la presse française (pas toujours). Sans même y penser, je me suis donc habitué à dire Moyen-Orient, d'autant plus facilement qu'il m'arrive souvent de lire ou feuilleter des publications britanniques ou américaines où le terme de Moyen-Orient (Middle East) est toujours employé. Mais ce n'est pas en vertu d'un choix.

2. *Les Arabes avaient laissé leur pays dans le sous-développement, les Israéliens ont mis la Palestine en valeur.*

Les Arabes de Palestine n'ont jamais été les maîtres de leur pays. Ils ont été sous la domination des Turcs, puis des Anglais, avant l'implantation des sionistes chez eux. Et il ne faut comparer que ce qui est comparable. Avec des moyens matériels puissants, les Israéliens ont pu irriguer le désert du Néguev. Les Arabes n'ont jamais eu les mêmes possibilités. Il est vrai que la religion musulmane ne pousse pas à une activité débordante : le mot Islam lui-même, en arabe, veut dire soumission (à Dieu, s'entend). Mais ce n'est qu'un élément de la question, et non toute la question. Si l'on examine les parties cultivables de la région, le Liban, l'ouest de la Syrie, la Mésopotamie, on s'aperçoit que les habitants n'ont pas travaillé si mal qu'on le prétend. On y voit de belles cultures. Et le barrage sur l'Euphrate a permis à la Syrie de mettre en valeur de nouvelles terres.

3. *Il y a eu dans le monde d'autres peuples déplacés (Sudètes, Français d'Afrique du Nord). Ils se sont installés ailleurs. Pourquoi les Palestiniens n'en font-ils pas autant ?*

Au lieu de se livrer à des généralisations hâtives, il faudrait examiner chacun de ces cas en particulier. Au sujet des Palestiniens, inutile d'ergoter en prétendant qu'ils auraient pu et dû rester chez eux en 1948, ou que les pays arabes auraient dû les assimiler. Le fait est qu'ils sont partis à cause de la guerre, et n'ont pu être absorbés par les Etats voisins. Ceci a provoqué dans toute la région une situation explosive, qui a abouti au massacre de nombreux Palestiniens en Jordanie, et à l'affreuse guerre civile du Liban. La situation de ce dernier pays demeure très critique, les Palestiniens qui en occupent le sud ne pouvant émigrer nulle part, et la bourgeoisie libanaise ne les acceptant pas.

De plus, le plus important n'est pas de savoir si les Palestiniens ont tort ou raison, mais de constater que la situation du Moyen-Orient est intenable et conduit le monde aux pires catastrophes.

4. *On sait ce que pense Arafat, on ne sait pas ce que pensent les Palestiniens.*

En Palestine occupée, les municipalités élues par les Arabes se sont révélées composées de partisans de l'O.L.P. D'autre part, j'ai moi-même bien connu de nombreux Palestiniens, et pas seulement en Syrie : certains vivent en France, ou aux Etats-Unis ; une famille palestinienne que j'ai connue à Djibouti a émigré en Australie. Tous ces Palestiniens avaient conservé une terrible rancœur à l'égard du sionisme, et même du judaïsme dans son ensemble, malheureusement. Comment pourrait-il en être autrement ? Les Français d'Afrique du Nord ne font-ils pas aussi preuve d'une semblable rancœur ? Et pourtant ils ont eu une grande responsabilité dans ce qui est arrivé dans les pays qu'ils ont dû quitter. Il faut savoir aussi que la position de Yasser Arafat est nettement plus modérée que celle de certains autres leaders palestiniens, par exemple George Habbache, qui n'envisage comme solution, encore aujourd'hui, que de rejeter les Israéliens à la mer.

5. *L'Egypte était l'adversaire principal d'Israël, peu importe l'avis des autres Etats arabes.*

L'Egypte possède la plus forte des armées arabes, et c'est pourquoi Israël l'a toujours considérée comme le plus dangereux de ses adversaires. Mais, même au temps de Nasser, elle n'était pas le pays le plus opposé à un compromis. La Syrie a toujours eu une attitude plus radicale. Si un accord pouvait être conclu entre l'Egypte et Israël, rien ne serait encore réglé. Peu m'importe à moi aussi l'opinion des pétroliers saoudiens et autres, de Kadhafi ou de Boumedienne. Mais pour que la paix règne dans la région, il faut qu'elle soit agréée par la Syrie, le Liban, la Jordanie et les Palestiniens, tous concernés directement.

6. *La guerre du Liban prouve qu'en Orient des*

gens de religion différente ne peuvent cohabiter pacifiquement : il ne peut y avoir d'accord entre chrétiens et musulmans, ni entre juifs et musulmans.

Penser que la guerre civile du Liban a eu pour seule cause l'antagonisme entre chrétiens et musulmans, ou le « fanatisme musulman », c'est se leurrer, autant que si l'on prétend expliquer la question d'Irlande par la seule lutte religieuse entre catholiques et protestants, en faisant abstraction de la question sociale. Ici, je me base non seulement sur ce que je connais du Liban personnellement, mais aussi sur deux conférences entendues au cours de la guerre civile, faites l'une par un jésuite hollandais de retour du Liban, l'autre par Tarik Metri, membre d'un mouvement chrétien libanais de gauche. Il ressort de ces deux témoignages non musulmans que la cause directe de la guerre, c'est la présence des Palestiniens dans le sud du pays, et que dans chaque camp il y a des chrétiens et des musulmans. Les plus opposés aux Palestiniens, ce sont les catholiques maronites, qui ont toujours été des privilégiés au Liban ; mais ils ont avec eux, de façon plus ou moins voilée, les riches bourgeois musulmans. Par contre, dans le camp pro-palestinien, qui groupe les gens du peuple, on trouve de nombreux chrétiens pauvres. Les Arméniens, qui sont chrétiens, se sont bien gardés de prendre position pour les uns ou les autres, en tant que groupe ethnique et religieux. De même, les israélites de Beyrouth sont restés soigneusement à l'écart de ces luttes, et n'ont été inquiétés par aucun des deux camps.

Tels sont certains aspects de la question. J'espère que ces explications permettront aux camarades, quelle que soit leur position fondamentale, de juger plus objectivement et plus justement la situation du Moyen-Orient (ou du Proche-Orient, pour ceux qui préfèrent ce terme).

LA POLITIQUE DE CARTER

Lorsqu'il est devenu président des Etats-Unis, Jim Carter a manifesté d'excellentes intentions : il a pris la défense des hommes persécutés pour leurs opinions à travers le monde, ceux de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est comme ceux du Chili et des autres Etats réactionnaires d'Amérique latine. D'autre part, lui qui avait bénéficié des suffrages des Américains pro-sionistes, il a évoqué les droits du peuple palestinien, ce qui était nouveau de la part d'un président américain. Un de nos camarades a récemment découvert que Carter était un bigot. Mais peut-on trouver un homme d'Etat yankee qui ne l'ait pas été ? Je n'en connais pas. Et je pense que c'est au contraire son idéologie religieuse qui a poussé Carter à prendre ces positions, afin de conformer ses actes à sa doctrine.

Mais depuis, hélas, bien des attitudes du président américain ont glissé vers plus d'opportunisme. Il a consolidé les liens entre les Etats-Unis et l'empire d'Iran. Ce pays a du pétrole, et la plus forte armée du Moyen-Orient (avec peut-être la Turquie). De plus, le shah est le principal gendarme de l'anticommunisme dans cette région : il l'a prouvé en aidant le sultan d'Oman Qabbous à vaincre la révolution populaire du Dhofar. Aussi Carter ne semble pas lui avoir reproché si peu que ce soit les arrestations arbitraires, les tortures, les exécutions sommaires qui caractérisent le régime iranien.

Attitude amicale également à l'égard de l'Arabie saoudite, un des Etats les plus réactionnaires du monde, où l'on vient d'apprendre qu'une jeune princesse de la famille royale aurait été fusillée pour s'être unie à un roturier qui, lui, aurait été décapité. Mais le gouvernement du roi Khaled est disposé à l'entente avec les Etats-Unis, et il n'est pas trop exigeant au sujet du prix du pétrole, alors on peut lui passer bien des choses, par exemple de faire couper la main des voleurs, ou de faire lapider les adultères. Quant à la question palestinienne, c'est en fin de compte la position de Begin que défend Carter, prenant parti contre un Etat palestinien, jugeant préférable une « entité palestinienne » unie de façon quelconque à la Jordanie.

En plus de tout ceci, il y a l'intervention de Carter dans la politique européenne. Il a prévenu l'Italie que les Etats-Unis verraient d'un mauvais œil l'entrée de ministres communistes dans son gouvernement. Le président de la République française trouve ceci normal. Pas moi. Si l'appartenance d'un pays à l'O.T.A.N. ou à l'Alliance atlantique aboutit à ce résultat, raison de plus pour y être opposé. De telles interventions seraient conformes à l'internationalisme ? Ah non, ne me faites pas rire. L'internationalisme suppose l'égalité de tous les peuples et de tous les individus qui les composent. Il ne doit aboutir en aucun cas à ce que le pays le plus fort donne des ordres aux autres, pas plus les Etats-Unis à l'Europe de l'Ouest que l'U.R.S.S. à celle de l'Est. Il appartient aux Italiens de régler entre eux leurs problèmes.

Malgré tout, Carter et son parti valent peut-être quand même mieux que leurs rivaux du parti républicain, et je ne suis pas pour la politique du pire. Mais il faut bien constater que rien n'est fondamentalement changé aux Etats-Unis.

MARIAGES BLANCS

Le quotidien révolutionnaire « Libération » est poursuivi à cause d'une annonce dans laquelle une jeune femme demandait un partenaire français pour un mariage blanc, afin de faciliter sa naturalisation. Ce n'est pas la première fois que « Libération » publie une annonce de ce genre, mais la justice poursuit ou ne poursuit pas selon ce qu'elle juge opportun.

La pratique des mariages blancs n'est pas nouvelle. J'ai connu des cas de ce genre avant la guerre. Des réfugiés des deux sexes venus des pays où le fascisme avait triomphé contractaient une union factice avec un Français ou une Française afin de ne pas être expulsés. J'ai eu plus récemment connaissance de cas semblables aux Etats-Unis et au Canada, où il est difficile de se faire admettre comme résident si l'on n'a pas des attaches familiales dans le pays.

La bourgeoisie peut crier au scandale et demander une peine exemplaire pour ceux qui tournent la loi afin d'abuser de « l'hospitalité française ». Ce que je trouve scandaleux, ce n'est pas que des réfugiés, ou des travailleurs immigrés pour quelque cause que ce soit, emploient ce moyen pour régler leur problème personnel, ni qu'un journal comme « Libération » leur vienne en aide, sans même leur faire payer l'annonce, mais c'est que les autorités françaises les obligent à employer de telles méthodes pour arriver à se faire accepter dans le pays. Ce qui est scandaleux, c'est que le droit d'asile soit bafoué, que des travailleurs étrangers que l'on a fait venir en France quand on avait besoin d'eux soient maintenant expulsés, refoulés, emprisonnés à Mar-

seille avant d'être expédiés en Afrique ou ailleurs dans leur pays d'origine. Ce sont ces faits qu'il faut dénoncer, c'est contre eux qu'il faut lutter, au lieu d'approuver des poursuites contre ceux qui sont obligés d'avoir recours à un stratagème pour pouvoir rester en France, ou contre ceux qui les aident à trouver une solution.

LE SANG COULE A TUNIS

Je n'ai pas souvent parlé de la Tunisie dans cette rubrique. Non par manque d'intérêt pour ce pays où j'ai passé trois ans comme enseignant. Mais parce que la *R.P.* a là-bas des amis qui peuvent donner des renseignements précis sur ce qui s'y passe aujourd'hui, comme nous l'avons vu dans le dernier numéro.

Cependant, il est nécessaire de dire quelques mots sur les derniers événements. Il arrive souvent, dans les pays du tiers-monde — et ailleurs — que d'anciens militants populaires, lorsque leur parti arrive au pouvoir, oublient les idées pour lesquelles ils ont combattu. Tel n'est pas le cas d'Habib Achour, secrétaire général de l'U.G.T.T. Aucien compagnon de lutte de Bourguiba lorsqu'il s'agissait d'obtenir l'indépendance de la Tunisie, il est resté fidèle à sa vocation de leader syndicaliste, et il vient d'être arrêté à la suite des sanglants affrontements qui ont suivi la grève générale déclenchée par la centrale tunisienne. Aux revendications d'un peuple au niveau de vie beaucoup trop bas, le pouvoir a répondu par la violence, la fusillade, la répression sanglante. Les morts ont jonché le pavé : quarante-deux, disent les chiffres officiels ; deux cent cinquante, estime-t-on dans les milieux syndicalistes, et des centaines de blessés. Ceci efface définitivement l'image d'un régime débonnaire dans son paternalisme, libéral, « raisonnable », que l'on s'est plu à opposer à celui d'autres pays africains plus agités. La preuve est faite une fois de plus que partout où les travailleurs se défendent, la classe au pouvoir n'hésite pas à employer les grands moyens. La Tunisie ne fait pas exception. Soutenons les ouvriers de Tunisie en lutte, manifestons notre sympathie aux étudiants de ce pays qui, en France même, agissent en faveur de tous ceux qui, chez eux, luttent pour de meilleures conditions de vie.

MANŒUVRES ET COMBINAISONS ELECTORALES

Il ne me reste plus beaucoup de place pour parler de la campagne électorale, qui déjà bat son plein dans la presse et à la télévision : ce n'est pas ce qui nous intéresse le plus. Mais tout de même, il faut bien signaler et commenter certains faits.

Le P.C.F. vient de se livrer à une curieuse et double petite manœuvre. Dans le Val-d'Oise, il retire son candidat au profit d'un « gaulliste de gauche », prétendant que de cette façon le ministre Poniatowsky pourra être battu. Un « gaulliste de gauche », l'étiquette même montre qu'il s'agit d'un homme à idéologie singulièrement confuse, et qui n'a rien d'authentiquement prolétarien. Mais enfin, passons : il y avait bien déjà l'alliance avec les bourgeois qui portent le nom de « Radicaux de gauche ». Ce n'est pas fondamentalement différent.

Mais dans le Rhône, un autre candidat du P.C.F. se retire en faveur de celui du P.S.U. Claude Bourdet, et contre le socialiste Charles Hernu, que les communistes n'ont pas l'air d'aimer beaucoup. Ainsi, pour le P.C.F., le fait d'avoir signé ou non le programme commun est secondaire, quoi qu'il en dise. Pour ma part, je souhaite que le P.S.U. puisse faire entendre sa voix à l'Assemblée nationale, mais pas à la suite d'une combinaison plus ou moins louche, dans laquelle je voudrais être convaincu qu'il n'a aucune responsabilité (1).

Et je regrette une fois de plus que les mouvements auxquels va ma sympathie, P.S.U., Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, se présentent séparément devant les électeurs, alors que leur union aurait pu constituer un intéressant rassemblement capable de rallier les voix révolutionnaires.

Jacques GALLIENNE.

(1) Il y a encore deux autres cas, dont je n'avais pas connaissance au moment où ces lignes ont été écrites.

P.S. — J'ai toujours été adversaire de la censure à la « R.P. », mais je regrette vivement que l'on ait pu lire dans le dernier numéro un fragment d'article dans lequel sont accusés d'être de mauvaise foi Claude Bourdet et Jean-Paul Sartre. On peut critiquer des idées et les discuter sans attaquer de cette façon ceux avec lesquels on est en désaccord.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JANVIER 1978

RECETTES		
Abonnements ordinaires	2.605	
Abonnements de soutien	4.249,39	
		6.854,39
Souscription		2.845
Vente au numéro		29
Dû à E.S.		180
Dû à U.D.S.		30
TOTAL DES RECETTES		9.938,39
En caisse au 1-1-78		5.657,98
		15.596,37
DEPENSES		
Solde facture septembre 1977, Editions Polyglottes		2.385,13
Participation loyer local		500
Bandes sept. 77 et facture nov. Ed. Polyglottes		4.931,26
TOTAL DES DEPENSES		7.816,39
En caisse au 31-1-78		7.779,98
		15.596,37

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Séguéla (11), 80 ; Carmene (64), 80 ; Pellet (13), 100 ; Guigui (Suisse), 100 ; Chausse (42), 100 ; Rivière (83), 140 ; Nowack-Vacherie (75019), 140 ; Croze (75015), 150 ; A. Milet (75015), 100 ; Simplet (69), 90 ; Laufer (75018), 500 ; Pennetier (16), 100 ; Vonau (75019), 150 ; Lacoste (63), 200 ; Sorin (44), 120 ; Feldsberg (Belgique) 143,10 ; Marzet (93), 100 ; Lefèvre (86), 140 ; Monteillet (63), 100 ; Lacrouts (14), 180 ; Perrot (29), 75 ; Charbit (31), 100 ; de Jager (Suisse), 160 ; Folcher (42), 100 ; Jardin (12), 100 ; Ricard (12), 100 ; Bercher (45), 100 ; Deruest (Belgique), 281,29 ; Lippe-Sommerhausen (Belgique), 100 ; Hervé (37), 150 ; Ch. Pavie (95), 170.

SOUSCRIPTION

L. Cazaubon (65), 30 ; Duperray (42), 10 ; Suz. Simon (Belgique), 60 ; Pasquet (24), 30 ; Poulet (95), 5 ; Claveyrolas (43), 50 ; Garcia, 30 ; Navel (92), 160 ; G. Bégot (91), 30 ; Ragot (44), 50 ; Laufer (75), en souvenir de Maurice Chambelland : 2.000 ; A. Thévenon (42), 60 ; Lacrouts (14), 270 ; Le Bras (75), 30 ; Daniel (29), 30.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : LE DOUBLE LANGAGE...

La démocratisation de l'enseignement est un thème qui fait recette depuis plusieurs années. Qui ne s'affirme aujourd'hui partisan de l'égalité des chances ? Le P.C. périodiquement entre en guerre contre la théorie réactionnaire des dons. Le P.S. préconise même — ce qui n'est pas si bête — une école « inégalitaire » pour amorcer l'égalité. Le S.N.I. — et c'est à son honneur — propose un projet d'école fondamentale : il n'a pas oublié que « primaire » signifie « ce qui est important en premier lieu ».

Bref, il est pratiquement impossible de rencontrer l'oiseau rare — dans ce concert, il lui faudrait du courage — qui ouvertement recommanderait la sélection forcenée, l'orientation autoritaire et la constitution systématique d'une « élite » basée sur les hasards conjugués de l'intelligence et de la fortune. Le ministre soi-même dans ses homélies...

On pleure — et les « pédagos » les premiers — sur les pauvres enfants du peuple : — « Oui, Monsieur, Mozart est encore assassiné ! » — « Camarade, "l'école capitaliste" est reproductrice d'inégalités ». On forge de nouveaux concepts et on multiplie motions, forums, assises, colloques et congrès sur le sujet. Si la quantité se transforme vraiment en qualité, la bonne solution devrait être trouvée sans tarder. Tout un chacun, qu'il soit réformiste, gauchiste, communiste ou libéral, qu'il veuille rénover, supprimer, prolonger, améliorer, bouleverser ou désorganiser l'école actuelle dénonce par des paroles verbales (comme dit l'autre !) enjolivées de trémolos dans la voix une situation en effet injuste, absurde et complexe.

Elle est d'abord injuste parce qu'elle favorise les privilégiés. Elle est ensuite absurde parce qu'elle entraîne une extraordinaire déperdition en ne permettant pas au maximum de cerveaux d'être en bon état de fonctionnement. Elle est enfin complexe parce qu'elle exige une réflexion approfondie sur l'articulation entre *nature et culture*. Quelques penseurs indépendants : Maurice Reuchlin (1), E. Morin (2), J. Ruffié (3), ont commencé cette recherche qui d'ores et déjà s'annonce à mon avis comme l'aventure intellectuelle du XXIe siècle qui donnera un nouveau sens au mot « socialisme »...

Mais n'anticipons pas et retombons sur la terre. Que donne cette émouvante unanimité dans l'humble réalité d'aujourd'hui ?

Les propos qui suivent ont la valeur d'un témoignage sincère mais limité. Sans doute, ne doivent-ils pas être généralisés et je connais beaucoup de militants syndicalistes de l'enseignement — mes collègues — qui œuvrent comme j'essaie moi-même de le faire quotidiennement pour l'émancipation populaire, sans démagogie et dans le respect absolu des jeunes, en pensant simplement que si tous ne se ressemblent pas, chacun est un univers riche de potentialités diverses... Le rôle du maître étant de favoriser cette délicate renaissance que constitue une éducation réussie qui permet qu'un jour l'élève devienne aussi bien, mieux que lui-même... J'ajouterai que le fait d'avoir deux enfants — l'un débile et l'autre ni génial ni sot mais « dans la norme » m'a beaucoup enrichi sur le plan pédagogique et m'a conduit à considérer — en m'efforçant toutefois d'éviter les pièges du paternalisme — de considérer mes élèves comme mes propres enfants. Ils n'appartiennent ni à la famille, ni à l'Etat ni même aux enseignants, mais, d'abord, en premier lieu, à eux-mêmes. En outre, mon enfance ouvrière luxueuse par l'affection que m'apportaient les miens m'a confirmé dans l'opinion que le petit d'homme s'affirmait, se développait, s'épanouissait plus dans la joie que dans la tristesse, dans la riche affectivité prolétarienne (ou... bourgeoise) que dans l'indifférence, la mélancolie ou le malheur. C'est dire que lorsque mes élèves « ne réussissent pas », je crois, quand ce n'est pas par ma faute, qu'ils sont plus assotis, abêtis, aliénés, abîmés par des circonstances extérieures que véritablement « débiles » et je sais que cette conviction est partagée par beaucoup de collègues... toutes tendances réunies !

Toutes ces précautions préliminaires prises (les enseignants dont je fais partie sont gens susceptibles) voici les faits :

J'ai un collègue dont le fils est élève de troisième dans un C.E.S. de banlieue. Presque tous les enseignants de cet établissement sont syndiqués. La majorité sont d'obédience communiste ou crypto-communiste : adhérents du S.N.E.S. ou du S.N.I. (tendance Unité et Action), ils pensent lutter contre la réforme Haby rétrograde, sélective et antidémocratique...

Les classes du collège sont assorties par niveaux d'une lettre A, B, C, D, E, par ordre décroissant : elles sont en effet homogènes, c'est-à-dire réparties en classes fortes et faibles : en A les forts en thème, en E les cancres... Il paraît d'après le responsable local du S.N.E.S. membre du P.C. (il ressemble à un chanoine de choc... mais ce n'est pas sa faute !) que ce sont les options existantes qui justifient cette répartition. On est intelligent si on est fort en maths ou si on fait de l'allemand. On l'est encore si on fait de l'anglais renforcé. Quant à ceux qui restent... ils sont au-dessus des malheureux enfants « définitivement handicapés » de la section d'éducation spécialisée...

Le fils de mon ami régulièrement séjourne en Angleterre pour se perfectionner dans la langue de Shakespeare. Il est soutenu en mathématiques (oui ! par des cours particuliers...) et l'atmosphère familiale est, pour le moins qu'on puisse dire, culturelle. Sans doute, ses parents ne sont pas exempts de défauts mais je vous garantis qu'il est aimé. Nul ne s'étonnera que dans ces conditions il soit un « bon élève », aussi ira-t-il probablement en seconde. Sur trente-trois de ses camarades, quatre seulement — ainsi a pronostiqué le conseil de classe — partageront avec lui cet « honneur ». Quant aux autres — comment faut-il les appeler : les moins doués ? — ils se contenteront de préparer divers B.E.P. Ces élèves sont en majorité — qui s'en douterait ? — fils d'ouvriers ou d'employés...

Que l'on s'entende bien, professeur de C.E.T. (par promotion des appellations, on dit maintenant « Lycée professionnel »), je ne suis pas de ceux qui dévalorisent l'enseignement technique. Les arts libéraux ne sont pas réservés à la noblesse tandis que la roture devrait se contenter des arts mécaniques. Autant qu'une page de littérature, qu'une démonstration mathématique, l'objet technique dont il importe d'appréhender la finalité est culturel et il n'est que des arts fabriquant... de la liberté.

Je ne sous-estime pas non plus les difficultés... « objectives » de l'enseignement : effectifs encore trop chargés, programmes encyclopédiques, non-formation des maîtres, absences d'heures de soutien, mais n'est-ce pas aussi l'*intervention militante* et *personnelle* de l'enseignant qui peut aider l'enfant, surtout quand il est défavorisé, à découvrir sa lumière, à lui permettre de se situer, de se reconnaître pour progresser ou faut-il croire en se réfugiant dans une attitude messianique — en réalité confortable et conservatrice — que rien ne peut être amélioré tant que l'indispensable transformation sociale n'est pas mécaniquement accomplie ? Le professeur doit-il dans une double et hypocrite attitude d'une part moudre le moulin à prières de la revendication sociale dans son syndicat ou son parti et d'autre part dans son école sanctionner l'odieuse reproduction sociale ?

Est clerc celui qui, par ses actes, répond affirmativement à ces questions. Parce qu'à ses yeux le slogan ne remplace pas la pensée et qu'il ne peut se résigner à accepter la fatalité, mérite seul le beau nom de laïque celui qui peine sur le chantier de la lutte sociale — c'est-à-dire à la fois dans sa classe et dans son organisation coopérative pour donner au prolétariat « la science de son malheur ».

Jean MOREAU.

Cinquante ans après

Pour mesurer l'ampleur de la réaction cléricale

Voici le compte rendu d'un débat parlementaire de la 3e République et publié dans le numéro du 27 janvier 1978 de l'ECOLE LIBERATRICE, organe du Syndicat National des Instituteurs.

CHAMBRE DES DEPUTES

Deuxième séance du dimanche

11 décembre 1921

Présidence : M. Raoul PERET

Discussion de la Loi des Finances (instruction publique)

Rapporteur : M. E. HERRIOT.

Ministre de l'Instruction publique : M. Léon BERARD.

M. le Député de Baudry d'Asson, député de la Vendée, propose un amendement à la loi des Finances portant création de bourses pour l'enseignement secondaire privé.

M. l'abbé Lemire, député du Nord :

« Messieurs, excusez ma franchise. Si je me lève, ce n'est pas pour me prononcer contre l'opportunité de cet amendement, c'est pour le combattre à fond.

... Quand on veut être libre, il faut savoir être pauvre !

... Donc, je n'admets pas que l'on mendie, sous une forme quelconque, l'argent de l'Etat, quand librement, spontanément, on s'est placé en dehors de lui.

... Je suis de ceux qui sont réellement soucieux de la liberté, qui veulent la conserver complète, intacte. Je ne puis supporter sur ma liberté un contrôle quelconque. Or, si je demande de l'argent à l'Etat, demain, il pourra me faire subir son contrôle. L'Etat se devra, à lui-même, d'imposer ce contrôle, car il ne peut donner son argent à n'importe qui et pour n'importe quoi.

... D'accord avec ma conscience religieuse, moi aussi je me prononce nettement sur la question. Je n'ai pas fait abandon de ma liberté. Ma soutane ne m'interdit point d'avoir une opinion.

... Je demande que l'on n'entre pas dans la voie des subventions officielles, par souci de l'enseignement public lui-même. Aujourd'hui, l'enseignement de l'Etat est, par définition, ouvert à tout le monde.

Je dis que, précisément, parce que c'est une bourse dans les écoles de l'Etat, le père doit savoir que les convictions de son enfant seront respectées dans cette école.

Le propre de l'école de l'Etat, c'est qu'étant payée par l'argent de tous, elle doit être respectueuse des convictions de tous.

Je dis que si exceptionnellement, sur un point quelconque, elle ne l'était pas, c'est à vous de réclamer après en avoir fait la preuve.

Nous donnerons l'argent de l'Etat aux écoles qui doivent être ouvertes à tous.

Nous vivons dans un pays où, je le répète, l'école publique n'est pas l'école de quelques-uns, mais l'école de tout le monde et c'est pourquoi nous ne pouvons pas assimiler l'enseignement tel qu'il est organisé en France à l'enseignement tel qu'il est organisé ailleurs, en Belgique ou en Amérique. Là, il est abandonné à des particuliers, à des associations, à des groupements de toutes sortes, entre qui on peut répartir de l'argent.

Mais nous vivons, au point de vue de l'enseignement, sous un régime de centralisation et d'unité qui convient à la République une et indivisible. Aussi longtemps que ce régime subsistera, il ne faut, ni directement ni indirectement, y porter atteinte.

Le jour où nous entrerons dans la voie des bourses données pour une école quelconque, nous ouvrirons forcément la porte à d'autres réclamations. Nous préparerons des luttes qui s'engageront, au nom du même principe, sur un autre terrain.

Ce que vous demandez n'est qu'un commencement, je ne me le dissimule pas.

On se battra pour savoir qui disposera de l'argent communal et pour quelle école. Je ne veux pas de cette guerre !

Je veux la paix dans nos communes ! Je veux que l'argent de tous aille aux écoles ouvertes à tous !

Si l'on veut un enseignement spécial, distinct, à part, on est libre, complètement libre. Et de cette liberté, je me contente. Et en me contentant d'elle, je la sauve.

Voilà pourquoi je me prononce contre l'amendement de M. Baudry d'Asson. »

Finalement, l'amendement de M. Baudry d'Asson est repoussé peu après, dans la même séance, par 363 voix contre 110.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Il n'y a pas de doute que déjà, un an après son arrivée au pouvoir, la popularité de Jimmy Carter a considérablement baissé. Elle a baissé auprès des forces politiques organisées, des groupes de pression, de la presse aussi bien que de l'homme de la rue, de l'Américain moyen qui ne fait pas de politique et n'écoute que d'une oreille sceptique les polémiques et les arguments des professionnels.

Même la majorité démocrate du Sénat et de la Chambre des représentants se fait tirer l'oreille pour adopter les projets de loi qu'il soumet à ces assemblées. Le projet sur l'énergie — sans doute judicieux dans son esprit — lèse trop d'intérêts pour rencontrer l'accueil que mérite une telle tentative de conserver des ressources énergétiques qui s'épuisent, en instituant un système de taxation destiné à décourager la consommation, voire le gaspillage qui malheureusement sévit encore. Cela risque trop de perturber les habitudes acquises et de faire monter plus rapidement encore les prix des denrées de consommation courante déjà trop élevés pour les budgets modestes.

Carter a été aussi attaqué à travers son entourage dont Bert Lance, son directeur du Budget, ce directeur de banque, venu de Géorgie, comme le président, dont les méthodes de gestion ont paru peu orthodoxes à ses confrères et aux organismes chargés de contrôler les opérations bancaires.

Mais cela, c'est la petite histoire des tribulations quotidiennes d'une équipe nouvelle appelée aux affaires. Il semble bien que les causes plus profondes et plus sérieuses de la baisse de popularité de Carter doivent être recherchées ailleurs. Comme on l'a dit et répété à juste titre, Carter a dû son élection au vote massif de deux minorités ethniques particulièrement influentes, en sa faveur : les Noirs et les Juifs. Les Noirs, influents à cause de leur nombre croissant, de leur conscience politique et de leur activisme, attendaient de Carter des mesures plus efficaces pour lutter contre le chômage qui sévit parmi eux, en particulier chez les jeunes, et pour améliorer leurs conditions de vie, leur statut social encore très inférieur à ceux des Blancs. Les organisations noires manifestent leur mécontentement et commencent à se demander si le parti démocrate ne les a pas joués. C'est ainsi, par exemple, qu'aux récentes élections municipales à Buffalo, le candidat noir, Arthur Eve, a été battu à cause d'une scission dans les rangs démocrates.

La minorité juive, solidement organisée, sans doute la plus instruite, la plus aisée, la mieux informée et la plus sophistiquée des Etats-Unis d'aujourd'hui, semble quelque peu déroutée par la politique israélienne de Jimmy Carter. Sur le plan des déclarations publiques, la défense de l'Etat d'Israël demeure l'article essentiel de la politique américaine au Moyen-Orient. Mais, à travers les tractations quotidiennes avec le monde arabe, certains juifs tendent à discerner des menaces pour l'avenir d'Israël.

Ces sentiments de mécontentement, voire de défiance, répercutés par la presse, la radio et la télévision, contribuent certainement à embarrasser le gouvernement Carter.

De manière plus décisive encore, un climat de pessimisme tend à prévaloir dans la vie quotidienne. Les prix montent sans cesse, les salaires stagnent, le chômage s'accroît, la sécurité de l'emploi semble de moins en moins assurée pour ceux qui travaillent.

Les causes profondes de ces phénomènes mettent bien sûr en question l'efficacité du système capitaliste lui-même. Mais les causes immédiates résulteraient, dit-on, de ce que Carter a donné la priorité à la lutte contre l'inflation, par le moyen d'une politique d'économies budgétaires — sinon d'austérité — et de restriction du crédit. Il en résulte un ralentissement des affaires et des investissements qui se traduit par une diminution du nombre d'emplois à pourvoir. D'où une morosité généralisée aux Etats-Unis où la population commence à se rendre compte qu'elle est entrée dans une période de vaches maigres.

SUR LES TRACES D'EMILIANO ZAPATA

Au sud des montagnes qui bornent la vallée de Mexico s'étend l'Etat de Morelos. C'est une région parmi les plus riches du Mexique où règne un éternel printemps grâce à l'altitude (environ 1.500 mètres) de cette zone tropicale. On y cultive le coton et la canne à sucre et autres denrées.

Jusqu'en 1910 la terre était aux mains d'une poignée de familles, vivant luxueusement dans de magnifiques haciendas, entourées d'un peuple famélique et en haillons. L'institution du péonage faisait de la masse des ouvriers agricoles des sortes de serfs attachés à la glèbe, subsistant difficilement avec des salaires de famine. La révolution de 1910 qui renversa Porfirio Diaz, qui avait réussi à se faire réélire président de la République depuis 1877, fit sortir de l'ombre la figure d'Emiliano Zapata. Ce chef de guérilla sut mobiliser les péones du sud du Mexique autour de deux mots d'ordre : « *No Reelección* » et « *La tierra a los que la trabajaran con sus manos* ».

Le symbole même de la dépossession des travailleurs agricoles de la terre de leurs ancêtres, c'étaient ces vastes cultures de canne à sucre et ces raffineries dont ils dépendaient pour toute leur vie. Aussi les troupes de Zapata s'employèrent-elles, un peu naïvement peut-être, à détruire ces signes extérieurs de leur oppression et de leur exploitation. On en voit aujourd'hui encore les restes démantelés et calcinés au milieu des vallées de Morelos. Mais l'ironie du sort, c'est que le gouvernement, issu en principe de la révolution de 1919, a érigé de nouvelles raffineries de sucre, qu'il oblige les paysans à cultiver la canne à sucre, que les meilleures terres irriguées sont retombées aux mains de puissantes compagnies privées, et que le sort du travailleur agricole ne semble pas avoir été transformé de façon fondamentale. Les ouvriers agricoles des plantations de canne à sucre s'entassent toujours dans des « pueblos », villages poussiéreux où grouillent, deminus, des nuées d'enfants mal nourris. La révolution de 1910-1920, au cours de laquelle la moitié de la population de Morelos avait péri, n'a pas vraiment abouti. On a ouvert des écoles, la sécurité sociale s'est dotée de luxueux bureaux, partout on voit des médaillons dorés représentant Zapata avec son légendaire sombrero, sa maison natale est entourée d'un monument commémoratif où se déroulent des cérémonies patriotiques. Mais les péones se révoltent encore périodiquement contre un système qui les opprime et leur laisse peu d'espoir.

(A suivre.)

Pierre AUBERY.

SUR LA REPRESSION EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE ?

On nous invite au dialogue sur la question de la *« situation répressive grave en Allemagne fédérale »* (« R.P. » de janvier 1978, page 10). C'est un désir tout à fait louable, formulé en termes de bonne camaraderie.

Sur cette situation — qui a retenu l'attention du groupe parisien de *l'Ecole Emancipée* — les faits rapportés n'infirment pas mes informations publiées dans la *R.P.* de décembre 1977. On ne conteste pas d'importants éléments d'appréciation, c'est-à-dire :

1° que les discriminations à l'égard des candidats à des fonctions publiques ont été motivées par la prévention des survivances nazies, afin d'éviter que les administrations allemandes soient corrompues et défaillantes comme au temps de la république de Weimar, de 1919 à 1933 — aussi par la crainte d'infiltrations d'agents de l'Allemagne de l'Est, justifiée par des affaires singulièrement scandaleuses... dont l'une a abouti à la regrettable démission de Willy Brandt.

2° que le terrorisme « gauchiste » n'a pas été provoqué par un terrorisme d'Etat... que c'est au contraire cette explosion d'un terrorisme... aux causes mystérieuses, qui explique une répression évidemment condamnable... mais jugée beaucoup trop faible par les adversaires politiques du gouvernement fédéral actuel. J'ai signalé — sans que l'on daigne y faire allusion — l'étrange initiative des terroristes obligeant Schleyer à envoyer un message au chef de la fraction la plus virulente du parti chrétien-démocrate, quelques heures avant d'assassiner leur otage. Troublante coïncidence !

Les révélations des enseignants allemands... « persécutés » confirment encore ce que j'ai dit sur la réalité du fédéralisme allemand. Dire que *« la situation* de ce point de vue *est différente suivant les Länder »* infirme au contraire la thèse d'un terrorisme d'Etat qui imposerait tout naturellement une rigoureuse centralisation bureaucratique.

Que signifie cette formule : *« que pour être fonctionnaires, ils doivent se considérer comme solidaires du gouvernement, dont ils sont tenus de défendre les décisions et la politique »*.

Quel gouvernement ? Celui du Land dont ils sont fonctionnaire ? L'actuel gouvernement fédéral social-démocrate... ou l'ancien et peut-être futur gouvernement chrétien-démocrate ? Il s'agit peut-être tout simplement de s'engager à défendre la Constitution... tout au moins à ne pas militer pour la bafouer, la violer et la détruire. Formule restrictive qui n'est pas particulière à l'Allemagne de l'Ouest, parmi les nations occidentales... que nous condamnons avec d'autant plus de logique, que nous n'avons jamais accepté que les enseignants soient considérés comme « fonctionnaires de l'Etat »... Nous entendons qu'ils soient recrutés et contrôlés comme employés d'*un service public géré par l'Etat comme il peut l'être par une entreprise privée.* Le respect du droit de l'enfant ou de l'adolescent, libre de choisir son orientation politique ou philosophique à sa maturité, impliquant la réprobation de toute politisation abusive — qu'elle soit imposée par l'Etat ou par les « partis pris » du maître — s'impose en vertu de la simple conscience professionnelle de l'enseignant. Position doctrinale que nous avons tenue, lorsque des laïcistes sectaires dénonçaient des institutrices catholiques, lorsque les agitateurs communistes utilisaient des enfants comme marionnettes de propagande, lorsque les « résistentialistes » s'acharnaient à épurer les écoles et les universités.

Cela dit, je me félicite de l'objectivité des enseignants allemands, qui vont au-delà de ce que nous avons écrit sur les terroristes gauchistes. Je n'imaginais pas que le sectarisme de ceux-ci allait jusqu'à *« se réjouir ouvertement de la répression frappant un groupe concurrent »*. Ce sont là des mœurs qui suffisent pour les disqualifier définitivement et qui nous rappellent les pires excès de l'avilissement stalinien.

Il reste de cet entretien, d'après ce que l'on nous en rapporte, des doléances et des récriminations fort difficiles à apprécier. On a le droit de se plaindre d'une *« atmosphère de suspicion et de délation »*, mais comment intervenir d'ici pour y remédier ? Tout nous prouve qu'il s'agit d'une réaction populaire, spontanée, qu'un gouvernement, même très libéral, ne réussirait pas à contrarier. Nous avons connu cela ici. Pendant toute ma vie militante j'ai subi — et Guilloré et Gallienne, comme moi — des suspicions assez efficaces, qu'elles soient inspirées par les réactionnaires, les cléricaux, les staliniens, même par d'éminents militants du S.N.I. et de la franc-maçonnerie. Il faut en prendre son parti. Ce qui manque au réquisitoire des collègues alllemands, ce sont des faits précis, concrets... d'atteinte aux libertés fondamentales des citoyens allemands... Que l'on incrimine des penseurs révolutionnaires ou seulement non conformistes, de responsabilité dans les excès terroristes... c'est une monstrueuse et scandaleuse absurdité... qui ne peut non plus nous étonner. Mais ces penseurs sont-ils frappés, condamnés pour leurs écrits, conférences et propos, eux et leurs élèves et disciples sont-ils exclus, pour délit d'opinion, des universités et des établissements d'enseignements ? Leur sort est-il *qualitativement* comparable à celui du professeur Robert Havemann, en Allemagne de l'Est, privé de tout emploi, condamné à la résidence surveillée, ne pouvant se déplacer sans être suivi par quatre ou cinq camions de police, dont un ami qui était intervenu pour lui a été pour cela exclu de l'Association des avocats ? Haveman est ainsi frappé pour avoir protesté contre l'interdiction signifiée au chanteur Biermann de rentrer dans son pays (cf. *Le Monde* du 21-1-78).

J'ai écrit (*R.P.* de novembre 1977) que les théories de Marx et de Marcuse figuraient au programme des Universités, que l'Ecole de Francfort, centrale marcusienne, n'était pas fermée. Je n'ai enregistré aucun démenti.

Mais enfin *« ne peut-on dénoncer des atteintes à la liberté constatées dans le monde « libre »* de l'Europe occidentale... sous prétexte qu'il y a pire ailleurs ? On le peut sans nul doute. Ce n'est pas cela qui

peut nous gêner. Ce qui nous heurte c'est justement que cette dénonciation fasse au moins autant — et souvent plus — de bruit que... le « pire » que l'on semble accepter comme une nécessité historique (ce n'est pas dit dans la *R.P.* évidemment... et sur ce point l'accord complet entre nous n'est pas contestable. Mais notre tâche essentielle c'est d'éclairer constamment, inlassablement *le pire*... justement parce qu'il bafoue tout ce que nous avons servi).

Tout dans cette controverse s'explique par une question de mesure et d'ampleur. Des ouvriers sont exploités, des enseignants peuvent être « discriminés » et suspectés en Allemagne fédérale... en France aussi, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Italie. Il y a dans chacun de ces pays des organisations, des syndicats qui ont pour mission de les défendre contre l'exploitation et l'oppression. Des restrictions légales, des pratiques bureaucratiques paralysent l'action de ces groupements et peuvent même les dénaturer. Mais il est possible de militer dans leur sein, pour imposer des changements d'orientation. C'est peut-être très difficile, décourageant. Ce n'est pas nécessairement impossible. Et on ne voit guère comment des interventions étrangères pourraient suppléer à la carence des contestataires indigènes... Si on veut la transformation de la société, la suppression du capitalisme, c'est sur le plan des entreprises et des institutions que peut être menée l'action la plus efficace. Il y aurait certes tout intérêt à ce que l'on puisse établir une coordination entre les opérations menées dans les pays différents. Et au lieu de pousser des imprécations dans le style gaullien contre les multinationales, il serait autrement salutaire d'organiser en face de celles-ci la *solidarité ouvrière européenne* d'abord... *puis internationale.* Mais ce seraient des lignes parallèles, non une construction pyramidale.

Tout change... « *qualitativement* » lorsqu'un régime politique ne peut vivre que par la suppression de toute opposition, de tout mouvement ouvrier libre. Lorsque non seulement *la contestation est interdite*, mais *l'activité conforme... obligatoire.* Il faut bien à ce moment-là que la lutte contre la répression, la publicité des oppositions, la bataille intransigeante contre le régime et le système s'engagent sur le plan international... sans que l'on soit retenu par les intrigues diplomatiques et les marchandages politiques. Ainsi contre Salazar et Franco hier... contre Pinochet aujourd'hui... contre tous les régimes totalitaires, quelle que soit la couleur de leur drapeau.

C'est trahir la confiance des peuples persécutés que de confondre l'offensive pour leur libération avec la défense de revendications particulières là où elles peuvent s'exprimer. Et c'est en fin de compte fournir des alibis aux dictateurs, aux despotes et à leurs complices et partisans.

Je me suis aperçu en relisant les collections de la *R.P.* d'avant-guerre, que j'avais cédé moi-même à cette tentation, en rappelant les exactions commises par les Etats démocratiques à ceux qui justifiaient par les crimes hitlériens la politique de préparation à la guerre. J'avais raison de rejeter l'idée d'une croisade contre l'Allemagne hitlérienne. J'avais tort de confondre les abus, sans doute abominables d'une politique impérialiste, avec les effets parfaitement logiques d'un système inhumain. Il fallait sans doute mener les deux actions parallèlement et nous n'y manquions pas. Mais on devait tenir compte de distinctions fondamentales. Les luttes contre le patronat « de droit divin », contre le colonialisme le plus féroce ne furent jamais vaines. L'antithèse... ici l'organisation ouvrière, là la révolte des colonisés — a pu se manifester à l'intérieur du système avec plus ou moins d'efficacité. En face du totalitarisme hitlérien ou stalinien, *la destruction du système demeure l'objectif essentiel, préalable* à toute manifestation d'opposition.

Il reste, hors de ce débat doctrinal, la question la plus brûlante à mes yeux, celle du choix de l'Allemagne fédérale comme terrain d'élection par le terrorisme, comme exemple des abus de la répression policière. J'ai dit et je répète que rien ne justifie ce choix... cette priorité accordée à la République de Bonn dans le mépris des libertés fondamentales.

Certes, je ne confonds pas les vieux Jacobins, pourfendeurs de Boches, les capitalistes fatigués jaloux des performances accomplies outre-Rhin, les gaullistes chantres délirants de l'indépendance nationale, les intellectuels fabricants du mythe de l'impérialisme germano-américain, les soviétophiles tendant à séparer l'Allemagne de l'Occident, les vengeurs de Baader et de ses amis (dont le suicide semble aujourd'hui prouvé), les révolutionnaires sincères foncièrement hostiles à la Social-Démocratie. Mais si les motifs et mobiles sont différents, la conjonction même provisoire de ces lignes ne peut qu'alimenter la germanophobie viscérale qui agite l'inconscient collectif du peuple français. C'est là que réside pour moi le plus grand péril pour la paix européenne. Obligé à la clandestinité, contraint à la fuite par la présence des troupes hitlériennes sous l'occupation, je ne cessais pas d'exprimer mon espoir en la fraternité franco-allemande. Pourquoi changerais-je de langage aujourd'hui ?

Roger HAGNAUER.

LES MENSONGES DU P.C.F.

« Le Monde » du 14 décembre a reproduit le formidable aveu fait par M. Kanapa devant l'école centrale du P.C.F. (la grande école stalinienne de fabrique de robots), d'après le compte rendu qui en a paru dans l'hebdomadaire « Force Nouvelle », organe officiel du P.C.F. :

« Notre solidarité (avec l'U.R.S.S.) a même été si totale que nous avons été conduits à approuver des actes qui se révélèrent par la suite être des crimes. »

C'est-à-dire que M. Kanapa et tous les dirigeants du P.C.F. n'ont découvert qu'en 1977 des crimes commis par le régime stalinien depuis plus de 50 ans. Qui les croira ?

« La terreur individuelle ne change rien en effet. Mais à chaque fois que l'action collective manque à sa mission, qu'elle fait défaut, à chaque période de lâcheté collective ou d'impuissance collective, il est fatal que la violence individuelle se manifeste. »

Pierre MONATTE.
(R.P. du 10 mars 1935).

OU EST DONC ALLÉE LA RÉVOLUTION RUSSE ?

« Où va la révolution russe ? Elle peut encore se sauver ou se perdre, selon que le prolétariat subisse la volonté d'une bureaucratie stérile ou qu'il veuille la briser pour imposer la sienne. »

Boris Souvarine.
(R.P., *n° 20, août 1926.)*

Oui, où est-elle donc allée cette révolution russe, cette « grande lueur à l'Est » qui a soulevé l'enthousiasme et nourri l'espoir des plus anciens d'entre nous, qui a fait regretter à beaucoup d'autres de n'avoir pas été en âge d'en ressentir le choc ? En 1978, on ne peut plus se poser la question comme Souvarine se la posait en 1926. S'il n'y a plus d'espérance de la sauver, cette révolution trahie, son destin doit nous instruire. Aussi parce que la persistance du mythe d'une révolution russe réussie, qui n'aurait pas été détournée de la volonté de ceux qui l'ont faite, n'a pas fini d'empoisonner le mouvement ouvrier ainsi que toute la politique française, et pas elle seulement. Tous les livres qui contribuent à nous faire mieux comprendre l'évolution de la société soviétique méritent donc notre attention. L'intérêt de certains d'entre eux n'est pas épuisé par une première lecture : de Roy Medvedev, « Le Stalinisme », dont Daniel Martinet avait rendu compte dans la *R.P.* de janvier 73, les trois livres sur Trotsky par Isaac Deutscher ; de Soljenitsyne, le monumental « Archipel du Goulag » et ses romans « Le premier cercle » et « Août 1914 » (que notre Péra n'aimait pas mais que je tiens pour annonciateur d'une œuvre capitale) ; sans oublier le grand classique, « L'histoire de la révolution russe » par Trotsky. Un choix, restreint à de gros livres, dans une bibliographie qui s'enrichit chaque année et où doit figurer en bonne place l'heureuse réédition du « Staline » de Boris Souvarine qui motive cet article. Si j'ai cité d'autres livres, c'est que je le mets avec eux, en bonne compagnie, me semble-t-il, dussent les dents de l'auteur en grincer (systématiquement, il veut ignorer les livres de Deutscher).

L'HISTOIRE DU LIVRE.

Ecrit de 1930 à 1935, il était destiné initialement à un éditeur américain. Pour l'édition française, Gallimard fut sollicité par Brice Parain. A Georges Bataille qui s'enquerrait de l'affaire, André Malraux répondit : « Je pense que vous avez raison, vous, Souvarine et vos amis, mais je serai avec vous quand vous serez les plus forts. » C'était avant le voyage de Gide en U.R.S.S. ... Bref, le livre parut chez Plon en 1935. J. Péra en rendit compte dans la *R.P.* du 25 octobre et du 10 novembre (par un malencontreux hasard, le n° 210 du 10 novembre manque à ma collection). Le livre fit du bruit ; il eut plusieurs rééditions. Avec en 39 un chapitre supplémentaire, « La contre-révolution » ; les grands procès avaient commencé. En mars 40, un post-scriptum, « La guerre », et un index, indispensable dans un tel ouvrage de référence.

La réédition actuelle, aux éditions Champ Libre, est augmentée d'un avant-propos d'où sont extraits les renseignements ci-dessus et d'un arrière-propos de 56 pages qui *esquisse* la fin de l'histoire de Staline. Souvarine n'a voulu que « tracer à grands traits la chronique de l'après-guerre » et donner envie d'entreprendre des lectures complémentaires.

De ses débuts de « révolutionnaire professionnel », pas toujours très clairs, à son accession au titre de « Père des peuples », de « coryphée de la science » (et pour la biologie, on a su ce que cela signifiait), il y avait de quoi brosser un portrait suffisamment effrayant du personnage. Souvarine n'a pas attendu la mode antistalinienne souvent suspecte d'aujourd'hui pour dénoncer celui qui a joué un rôle capital dans le complet changement de décor à l'Est : la grande lueur n'est plus celle de l'espoir, c'est celle d'un des plus grands crimes que l'histoire ait connus.

STALINISMES ET ANTISTALINISMES

Il faut reconnaître qu'en 1978 on a du mal à s'y retrouver. Les plus aveuglés d'hier sont prêts à donner des leçons de sagacité critique à qui avait vu clair avant eux. Les « nouveaux philosophes », par exemple, mais pas eux seulement. Le numéro de novembre-décembre 77 des *Temps Modernes*, sous le titre « Vivre à l'Est », présente un ensemble de documents sur la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la R.D.A., la Roumanie et la Tchécoslovaquie ; des témoignages directs souvent très intéressants. Dans sa présentation du dossier, Thierry Wolton écrit : « Las et quelque peu désillusionnés, nombre d'exilés des pays de l'Est ont désormais le sentiment que l'homme occidental, un instant attentif à leurs luttes, va s'empresser de retrouver le confort intellectuel et moral qui fit si longtemps ignorer — volontairement ou non ? — la réalité des pays « socialistes » de l'Europe de l'Est. » Ceci, écrit dans la revue de Sartre qui savait et comprenait beaucoup de choses mais ne voulait pas, jadis, « décourager Billancourt ».

Il avait fallu beaucoup de temps pour que les armées de Napoléon ne soient plus confondues avec celles de la Révolution. Il devait être difficile d'admettre que les soldats de la liberté étaient devenus les instruments d'un nouveau despotisme. Sommes-nous enfins parvenus à la même conviction quant au système toujours appelé soviétique alors que sa distance aux Soviets d'origine est sans doute aussi grande que celle qui sépare le faste du culte dans Saint-Pierre de Rome de la simplicité de Jésus ?

Si nous y parvenons enfin, plus d'un demi-siècle après les premiers avertissements, cela mérite réflexion. Il ne faut jamais désespérer, toute évolution est lente à l'échelle humaine même quand elle est rapide à l'échelle des sociétés. On peut tout de même s'interroger : pourquoi la lumière a-t-elle eu tant de mal à pénétrer certaines cervelles paraissant, par ailleurs, bien organisées ? Est-ce qu'il n'y a pas de la faute de ceux qui voyaient clair mais le disaient mal ?

LE STYLE BOLCHEVIK

Il y a une question de style qui empoisonne le mouvement ouvrier depuis toujours. L'intransigeance de Marx, par exemple, celle de Lénine plus encore ; ses condamnations sans appel et ses erreurs monumentales sur les hommes ; n'accordait-il pas une

confiance illimitée à Malinovski qui dirigeait la fraction bolchévique de la Douma tout en étant agent de l'Okrana ? Intransigeance qui se traduit par un style écrit ou oral volontairement excessif ; plutôt que d'expliquer ou de chercher à convaincre l'adversaire, on s'efforce de le blesser. Au fond, polémiquer c'est souvent mépriser l'adversaire, s'abandonner à une certaine facilité alors qu'il faudrait informer sérieusement et argumenter froidement.

Il y a eu, il y a encore, un style bolchévik, imagé et vigoureux, certes, mais plus porté à provoquer des scissions qu'à faire progresser la recherche de la vérité.

Souvarine lui-même, qui sait pourtant ce que cette rhétorique excessive recouvre de mensonges, y échappe mal. Des lecteurs de la « R.P. » le lui ont reproché en 1926. Quand il écrivait : « La servilité des cliques dirigeantes des Partis communistes soumis à deux années de crétinisation donne *carte blanche* aux maîtres de l'heure : *on peut s'attendre à tout* », la justesse de l'analyse est évidente. Mais en quoi les mots « cliques », « crétinisation » ajoutent-ils à l'explication ? Comment ne heurtaient-ils pas celui qui croyait avoir désigné de bons dirigeants et qui n'était pas conscient de subir une propagande aliénante ?

Cela entraîne Souvarine à ranger dans le camp stalinien quiconque ne l'approuve pas. Abusivement, il écrit dans sa préface actuelle, que Postgate, « gagné au stalinisme », aurait empêché la publication de son livre en Angleterre, en 1935. Je n'en crois rien. Et quand, en 1977, il écrit, à propos du pacte Hitler-Staline, que c'est « l'union obscène et significative du bolchévisme et du nazisme », expliquez-moi ce que le qualificatif obscène ajoute à l'appréciation plus correcte : l'union nullement contre nature de deux totalitaires qui avaient plus d'un trait commun.

Comme disait déjà Monatte en 1926, ce style bolchévik « on devrait en être lassé ». J'espère qu'on commence à l'être. Nous disposons d'une abondante littérature qui nous fait tout de même un peu pénétrer la réalité de ce pays, aussi fermé que ses dirigeants veuillent le maintenir, soixante ans après Octobre. Des témoignages comme « La maison de Matrïona » de Soljenitsyne, « Les sept jours » de Maximov, « La maison déserte » de Lydia Tchoukovskaïa, ou encore « Les carnets d'un badaud » de Nekrassov, ont tous un accent d'authenticité. Le volumineux reportage de l'Américain Hedrick Smith, « Les Russes », ne les contredit pas mais les complète.

STALINE EN 1936

Le livre de Souvarine, lui, a eu un immense mérite d'un ordre différent. Dépassons les réticences provoquées par son style. Reconnaissons la sûreté de son analyse.

Dès 1926, il avait vu en Staline « le type représentatif d'une classe sociale en ascension ». En 36, quand le livre paraît, le régime a pris son caractère totalitaire plus évident : les faits confirment ce que le livre annonce. Après l'éviction de Trotsky, on en arrive à la religion du père des peuples, aux grands procès, à la grande terreur. La voie est ouverte aux successeurs de Staline.

Partie pour réaliser le socialisme, la révolution aboutit à la création de nouvelles classes, au monopole du pouvoir pour une classe particulière, celle de l'appareil du parti. En passant, ça ne nous étonne pas, par l'asservissement total des syndicats aux directives du parti. Les épisodes de l'évolution sont intéressants, Souvarine nous les fait revivre. Et quand on y ajoute ce qui s'est produit après la mort de Staline, Berlin-Est en 53, Budapest en 56, Prague en 68, les méthodes policières perfectionnées par la psychiatrie en 78, on peut dire que Staline a fait œuvre en profondeur. La révolution s'en est allée.

Le mérite toujours actuel du livre de Souvarine est de nous faire réfléchir à cette évolution. Mais ce n'est qu'une contribution à une étude plus complète qui nous manque encore. On voudrait quelque chose de la taille des cinq livres de Elie Halévy sur « L'Histoire du peuple anglais au XIX[e] siècle ». Le rôle de Staline y serait placé dans la perspective de l'histoire de tous ces peuples que nous distinguons mal les uns des autres (avouons que beaucoup d'entre nous savent mal distinguer le Grand Russe de l'Ukrainien ou du Petit Russe).

Souvarine lui-même en conviendra, lui qui cite ce que Herzen disait, il y a plus d'un siècle : « On écrit des livres, on prononce des discours, on fourbit les armes... et la seule chose que l'on omet, c'est l'étude sérieuse de la Russie ».

Gilbert WALUSINSKI.

LA PRESSE A L'ENCAN
ET LA CONDITION OUVRIERE

C'est le titre d'une étude de Nicolas FAUCIER que l'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro.

Que FAUCIER nous excuse ainsi que les autres camarades qui ne trouveront pas dans ce numéro les articles qu'ils avaient envoyés.

Il nous aurait fallu 24 pages au moins, mais aussi l'argent pour les payer. Pensez-y, amis lecteurs.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.
Autres pays : 6 mois, 40 — 1 an, 80 F.
C.C.P. 734.99 Paris

PERMANENCES :

le lundi de 15 à 17 heures.
les mercredi et jeudi de 17 h à 19 h,
le premier samedi de chaque mois à partir de 15 h.

Imprimerie « E.P. » 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071